

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20<sup>e</sup>) (Métro : Pyrénées)

LA DÉFENSE DE LA  
RÉVOLUTION ESPA-  
GNOLE NE DOIT PAS  
ÊTRE LE CHAMP CLOS  
DES IMPÉRIALISMES.

## Le prolétariat espagnol se bat... ... POUR SA PROPRE CAUSE

### Double danger

L'intervention massive et immédiate des anarchistes a véritablement sauvé la République espagnole.

Mais on se doute bien que si la C.N.T. et la F.A.I. sont entrées, dès la première heure, dans la lutte, ce n'est pas uniquement pour préserver un système politique qui d'ailleurs n'avait jamais été très tendre pour les militants révolutionnaires.

S'ils ont eu la sagesse politique de ne pas déborder jusqu'ici le cadre de l'antifascisme, ce n'est pas parce que, à l'instar de certains éléments du Fronte Popular — tels les communistes, par exemple, qui passent encore on ne sait trop pourquoi pour des éléments subversifs — ils considèrent que tout sera très bien quand la vie sociale sera rentrée dans le *statu quo ante*. Il y a en Espagne une effroyable situation sociale qui ne pourra être résolue par la seule défaite militaire des rebelles fascistes. Il faudra évidemment aller un peu plus loin...

Tout cela, d'ailleurs, nos amis d'Espagne le savent mieux que nous, et nous ne nous donnerons pas le ridicule de leur indiquer une ligne de conduite. Il y a cependant un double danger qui nous paraît guetter de près, de très près, les combattants de la C.N.T. et de la F.A.I.

Le premier de ces dangers, c'est que certains éléments politiques du Fronte Popular soient davantage effrayés d'un triomphe définitif des masses prolétariennes révolutionnaires que par une solution incertaine des hostilités, solution qui pourrait être manœuvrée dans la coulisse.

N'est-ce pas étrange que le leader socialiste Indalecio Prieto — qui on représente comme l'émence grise du cabinet Giral — prenne la peine de convaincre dans son journal le général Franco de l'échec de sa tentative, et ce avec des formes de style d'une courtoisie assez inhabituelle à des gens qui ont en face d'eux un ennemi aussi déterminé.

Il y a les interpestives invectives du sieur Juan Hernandez, député communiste, à l'adresse de nos amis. Il y a eu enfin les tentatives de « normalisation » du système de défense armée qui devaient aboutir au désarmement en Catalogne des affiliés de la C.N.T. et de la F.A.I. — tentatives que d'ailleurs la vigilance des militants anarchistes et anarcho-sindicalistes a fait avorter.

Voilà donc une série de « signes » qui indiquent bien que nos frères d'Espagne n'en auront peut-être pas tout à fait fini quand ils auront brisé le fascisme.

C'est là le premier danger. Il nous apparaît que la C.N.T. et la F.A.I.

Il en est un autre, peut-être plus grave, et qu'il n'est pas extravagant de relier au premier.

Ce danger, il dépasse singulièrement le prolétariat espagnol, car il affecterait le prolétariat occidental tout entier et le prolétariat français tout particulièrement.

Nous soulignons la semaine passée la criminelle inertie du gouvernement français de Front populaire qui avait attendu plus de quinze jours avant de prendre position sur la question espagnole, laissant ainsi aux Etats fascistes l'avantage des attaques et des provocations qu'on connaît.

Ce n'est pas maintenant qu'il faut crier : *Des avions pour l'Espagne*. (Dans le même moment d'ailleurs où on laisse appliquer de véritables sanctions économiques à l'Espagne.) C'était il y a trois semaines. A ce moment-là, on pouvait réunir un million d'hommes dans les rues de Paris, et il est probable que le chantage hitléro-mussolinien y eût regardé à deux fois avant de s'exercer.

Et ici nous avons le droit de dire à nos amis espagnols :

Ne permettez pas que votre lutte héroïque serve de prétexte aux immondes combinaisons des impérialismes rivaux. Dans l'hypothèse de complications internationales qui amèneraient une conflagration générale, ce n'est pas l'Espagne révolutionnaire que les ouvriers français seraient appelés à défendre. Mais uniquement leur impérialisme. Quant à la révolution espagnole, il est trop probable qu'il n'en resterait pas grand chose...

Ce n'est pas la ronde des nations « pacifiques » qui préservera l'Espagne du fascisme. C'est la chaîne des prolétariats. C'est à la consolider qu'il faut travailler.

**lib**

### Les deux hypothèses et leurs conséquences

Peut-on penser à autre chose qu'aux événements d'Espagne ? Peut-on, dans ce journal (où tout ce qui est social est nôtre) parler d'autre chose que de ce qui se passe sur l'autre versant pyrénéen ?

Y penser et en parler, c'est le besoin que ressent quiconque porte dans sa poitrine un cœur anarchiste.

Mais, pour en parler sagement et utilement, il faut être exactement renseigné, et c'est cela le difficile.

Achetez plusieurs journaux : choisissez-les de couleurs diverses et de tendances nettement opposées ; lisez entre les lignes. Les informations abondent ; mais elles sont imprécises, confuses et contradictoires.

Demain, peut-être, elles le seront moins et on commencera à y voir clair. Aujourd'hui, il faut attendre.

Et on attend.

C'est cette attente qui, de jour en jour, jette dans nos esprits l'inquiétude et dans nos cœurs l'angoisse.

On pense aux amis qu'on a là-bas, à leur ardeur combattive, à leur vaillance, aux fatigues et privations qu'ils s'imposent volontairement, aux périls qu'ils courent résolument. On songe à leur héroïque sacrifice, sacrifice de leur vie, sacrifice qu'ils ont délibérément consenti, parce qu'ils se résignent à mourir plutôt qu'à perdre les quelques libertés qu'ils ont conquises et à voir la porte se fermer, pour un laps de temps imprévisible, sur les libertés et l'affranchissement qu'ils se savent en passe de conquérir.

Certains libertaires — il y en a très peu, mais il y en a quelques-uns — s'étonnent de la spontanéité et de la ferveur avec lesquelles nos amis de la C.N.T. et de la F.A.I. se sont jetés dans la mêlée.

Ils estiment que les anarcho-sindicalistes de la C.N.T. et les libertaires de la F.A.I. ne devraient pas intervenir dans cette guerre qui, née uniquement, pensent-ils, de compétitions politiques et de rivalités de personnes, met aux prises ceux qui, détenant le Pouvoir, veulent le conserver et ceux qui, ayant perdu le Pouvoir, ambitionnent de le reprendre.

Ils disent que, entre les tenants de la Monarchie et ceux de la République, entre les partisans et les adversaires de l'Eglise, entre les amis d'Azana et de Companys et ceux de Gil Robles et de Franco, les Anarchistes n'ont pas à choisir, et que, s'ils ont des forces à dépenser et du sang à verser, c'est dans des luttes d'une autre nature qu'ils doivent les risquer.

Réduire à d'aussi minces proportions le combat qui soulève et ensangante l'Espagne, c'est voir les choses par le petit bout de la lorgnette, c'est méconnaître les réalités : tout autres, en effet, et infiniment plus graves et plus profondes sont les origines et les fins de cette guerre civile. Ce n'est pas seulement le sort immédiat du Peuple Espagnol qui est en jeu ; c'est encore le destin du Prolétariat ibérique dans les luttes qui vont suivre.

J'aime à croire que c'est une certitude dans l'esprit de tous ceux qui suivent avec une attention soutenue les événements en cours.

Et, puisque nous restons dans l'inconnu du dénouement, examinons les deux hypothèses qui se présentent à nous et attachons-nous à en prévoir les conséquences.

Première hypothèse. — Victoire de Fran-

co et des chefs militaires qui sont à la tête du mouvement séditionnel.

Conséquences :

a) Proclamation et installation d'une Dictature militaire ;

b) Répression immédiate : brutale, féroce, sauvage (Franco n'a-t-il pas déclaré que, s'il le fallait, il était prêt à faire fusiller la moitié de la population pour assurer le salut de l'autre moitié ?) ;

c) Discipline de fer, obéissance passive, silence dans le rang ; pas un mot, pas un geste contre le Régime de despotisme intégral, sous peine du camp de concentration, de la prison, du bannissement, de la torture ou de l'exécution sommaire ;

d) Soumission absolue à la soldatesque et à la prétraille totalement dévouées aux intérêts matériels et à la domination sans frein de la Finance, de la Propriété terrienne, du Capitalisme industriel, des Couvents et des Eglises, du Militarisme et, d'une façon générale, aux us et coutumes, et aux institutions nobiliaires et religieuses du régime monarchique ;

e) Rappel éventuel d'Alphonse XIII, si ce dégoûté consent à s'arracher aux joies du golf, de la roulette, de l'agio et des boîtes de nuit.

\*\*

Seconde hypothèse. — Ecrasement des séditions et triomphe de l'Espagne républicaine, démocratique, ouvrière et paysanne.

Conséquences :

a) Maintien, affermissement et élargissement des libertés démocratiques et ouvrières ; renforcement de l'esprit révolutionnaire et internationaliste ;

b) Développement des Syndicats, des Coopératives, des Maisons du Peuple, des groupements de propagande, d'éducation et de culture générale et spécialisée ; multiplication et extension des centres d'extrême-gauche et d'avant-garde révolutionnaire ;

SEBASTIEN FAURE.

(Suite page 4)

### Lille et Saint-Cloud

Elle a donc été célébrée, cette splendide fête officielle de la Paix. Célébrée ainsi qu'il convenait aux accents conjoints de l'Internationale et de cette *Marseillaise*, si admirablement adéquate à l'esprit de la cérémonie : « Aux armes, citoyens, formez vos bataillons, Marchons, qu'un sang impur, etc. » On a lâché des pigeons. L'on a oublié d'inviter les assistants à leur tirer dessus pour s'entraîner. Ce sera pour la prochaine fois.

M. Léon Blum et M. Léon Jouhaux, ces deux honorés vétérans de l'autre Union Sacrée, furent parmi les principaux orateurs et débâtèrent leurs habitudes, équivoques et dangereuses fadaïses.

Le concours d'un autre ministre donnait un caractère encore plus significatif à la fête, celui de M. Zay. Ce grand Educateur National en avait été l'organisateur officiel, et elle avait été annoncée au nom de son ministère.

Ce même M. Zay, à la suite de quelques déclarations faites au Congrès des Instituteurs, venait de promettre solennellement qu'il sévirait contre ceux de ses subordonnés qui manqueraient de patriotisme dans leur enseignement et ne prépareraient pas leurs élèves à la défense de l'intégrité nationale.

Quand on les aura un peu révoqués, cela leur donnera une plus saine notion de ce que le Front Populaire entend par droit à la Paix, au Pain et à la Liberté.

Il ne paraît pas que les « quatre cent mille » auditeurs aient sifflé les revenants de l'Union Sacrée, ni le M. Zay qui venait de menacer les instituteurs. Ils n'étaient point venus pour cela, ces braves gens.

Mais le curieux n'est pas ce qui s'est passé à Saint-Cloud, mais ce qui s'est passé à Lille.

Il y a donc tout de même des gens, en France, qui n'acceptent pas le néo-chauvinisme, qui n'acceptent pas la guerre et qui l'expriment en termes propres à scandaliser les sénateurs, les députés et les ministres du Front Populaire.

Mais oui. Et il n'y a pas que les instituteurs ni les autres syndicalistes ou se soient exprimées des opinions non-conformistes.

Elles se font jour dans le parti même de M. le Premier Ministre. Une affiche de l'Entente des Jeunes socialistes, dûment ornée des « trois flèches », en fait foi.

Après tout, les jeunes, socialistes ou non, sont les premiers intéressés dans l'affaire. Il est naturel qu'ils aient un avis et le fassent connaître.

Il y a ceux-là, et puis d'autres, et puis d'autres encore. Et si l'on y regarde bien, on constate qu'ils sont nombreux et qu'ils peuvent, qu'ils doivent devenir une force.

Au moyen de manœuvres, les politiciens ont pu accaparer, en apparence, la direction des masses ouvrières. S'étant emparés de toutes les grandes organisations, ils croient pouvoir continuer d'en faire ce qui leur plaira. Mais c'est une illusion.

Les milliers, les centaines de milliers de travailleurs militants, dépourvus en apparence de moyens d'action, sans grande presse, sans mandats officiels, ou ressources financières, ce sont ceux-là qui sauveront leur classe.

Ce sont ceux-là qui s'opposent à la politique qui mène à la guerre et qui conduit au fascisme.

Aussi bien, la politique extérieure du Front Populaire est-elle en train de faire son propre procès et de se condamner elle-même.

La neutralité avec les Espagnes, c'est la négation de toutes les idées que M. Blum et les siens avaient soutenues jusqu'ici, et dans des conditions où la grande majorité des électeurs du Front Populaire auraient désiré qu'elles fussent appliquées.

On comprend fort bien que le Gouvernement Blum ait cherché à éviter une conflagration où, entre autres inconvénients, les armées françaises auraient été probablement écrasées par celles d'Allemagne et d'Italie, sans aucun bénéfice pour les antifascistes espagnols.

Mais il va peut-être devenir plus difficile de faire ce qu'on a eu raison de ne pas faire en l'espèce, non plus pour des corréligionnaires politiques, mais pour un potentat africain ou quelque « ville libre » germanique.

D'ailleurs, la tragédie espagnole devrait, en plus d'une façon, nous donner à réfléchir.

Parce qu'il pourrait se passer en France aussi, à bref délai, quelque chose qui ne prendrait peut-être pas la forme d'un pronunciamiento, mais qui pourrait aussi avoir des effets redoutables.

EPSILON.

### LE GOUVERNEMENT BLUM ET LA GUERRE

## Le dernier carrefour

Le retentissement des événements d'Espagne, le chantage international auquel s'est livré, dès qu'il eut franchi le Rubicon, le général Franco — chantage repris aussitôt d'ailleurs, par toute notre presse réactionnaire, épaulée bien entendu dans l'autre sens par l'*Humanité* — la querelle tapageuse à laquelle, sous prétexte d'intervenir en Espagne pour la défense de l'idéal fasciste ou « démocratique », viennent de se livrer les impérialismes italien, allemand et français, ont vivement affecté l'opinion publique.

Dans l'atmosphère tendue où se débat le monde impérialiste déchiré par ses contradictions, ruiné par la crise, lancé à toute vapeur dans la course aux armements, la tragédie espagnole a pu apparaître ainsi comme l'occasion d'où allait surgir la guerre.

Il n'est pas même jusqu'aux provocations chauvines de nos nationaux-communistes, hypnotisés par « la main de l'Allemagne » (responsable selon eux — et non la lutte de classes — de la guerre civile en Espagne) il n'est pas jusqu'au lancement, dans un article de ce misérable Duclos, du Front français — véritable bouquet de l'apostasie stalinienne — qui n'aient donné à craindre le pire.

En ces heures où la carence ou la trahison des grandes organisations ouvrières laisse à notre bourgeoisie le soin de notre destin, il importe plus que jamais de garder la tête froide, de voir clair dans le jeu impérialiste pour agir là où il faut et comme il faut... dans la faible mesure où nous pouvons agir.

Eh bien ! non.

Si angoissante que soit la guerre d'Es-

pagne — d'une angoisse qui n'a rien de commun avec celle des social-patriotes de toute sorte qui tremblent pour « notre Afrique du Nord » et qui ne craignent rien tant, en cas de défaite du Fronte Popular, que d'avoir « une troisième frontière à défendre » — cette guerre n'est qu'une contingence dans la partie impérialiste qui se joue en Europe.

Le jeu : la revanche de Versailles et l'enjeu : un nouveau partage de l'Europe et des Colonies débordent singulièrement le cadre espagnol.

Or, si inquiétante, si avancée que soit cette partie (dont, à titre immédiat, l'enjeu, pour nous, est la paix ou la guerre), elle n'en est pas au point où — comme en 1914 — la résolution étant prise et les camps définitivement constitués, une contingence, petite ou grande, déclenche la catastrophe.

Certes il s'en faut de peu qu'il n'en soit ainsi.

Rien jusqu'à présent n'a été changé — au moins officiellement — dans la politique française traditionnelle d'encerclement de l'Allemagne et le maintien du *statu quo* versaillais. Et, d'autre part, fait probant quant à la maturation du conflit, l'Italie, jusqu'ici hésitante, vient de rejoindre, en com-

EN 3<sup>e</sup> PAGE :

Les événements d'Espagne.

EN 4<sup>e</sup> PAGE :

A propos de l'emprunt

par Lucien Daurat.

L'enquête du « Libertaire ».

EN 5<sup>e</sup> PAGE :

Voir clair, par Lashorte.

pagne de l'Autriche, le camp allemand.

Pourtant, si graves, si significatives que soient ces constatations, les faits qu'elles visent ne mettent pas fin à la partie diplomatique. Celle-ci continue.

Pour toutes sortes de raisons l'Angleterre est bien loin d'être liée à la France et à son système d'alliances orientales comme elle l'était en 1914 par l'Entente cordiale. Elle manœuvre entre les deux grands groupements continentaux et il semble bien que, au moins formellement, le gouvernement Blum soit sensible à sa pression.

Expliquons-nous. En mars, après l'entrée de la Reichswehr en Rhénanie, le gouvernement français déclara qu'il ne reprendra contact avec l'Allemagne et ne discutera les offres de Hitler que lorsque, par un geste symbolique d'apaisement, l'Allemagne montrera qu'elle s'est repentie du « coup de force » du 7 mars.

Deux mois passent. L'Allemagne ne fait pas ce geste. L'impérialisme français n'en accepte pas moins de discuter avec elle quand elle aura répondu de façon satisfaisante au questionnaire Eden.

Deux mois passent encore. L'Allemagne n'a pas répondu au questionnaire Eden, et l'on apprend — discrètement d'ailleurs — que le gouvernement français accepte de participer, à l'automne, à une conférence qui réunira les puissances dites locarniennes : Angleterre, France, Belgique, Allemagne, Italie, sans préjudice d'autres interlocuteurs et en aussi grand nombre qu'il sera besoin. D'autre part, le « coup de force du 7 mars », l'« abominable violation de Locarno » est devenu subitement l'initiative allemande du 7 mars.

(Suite page 5)

BERAT.





## Notes et Glanes

◆ Donc, dimanche, à Saint-Cloud, 400.000 pacifistes, ou réputés tels, se sont rassemblés. Il y avait les chefs, et puis les autres. Parmi les chefs : Cachin, Blum, Jouhaux. Ces sinistres pantins ont résonné : « Bê, la paix ! Bê, la paix !... » Et ils furent unanimement applaudis, car le troupeau est toujours unanime, surtout pour la bêtise et la lâcheté. Et, cependant, quelques-uns, j'aurais pu en citer, ont pu penser à ceci : 1° Les trois complices en question furent, de 1914 à 1918, des piliers de l'Union sacrée ; 2° ils veulent actuellement la paix mais sont fermement décidés, le cas échéant, à défendre l'intégrité du territoire, ainsi que les libertés républicaines, mais avec la peau des autres car, n'étant plus mobilisables, ils ne craignent rien. D'ailleurs, il y a vingt-deux ans, ils n'ont pas bougé non plus ; 3° en cas de conflit, non pas voulu mais accepté par ces tartuffes, ne serait-il pas logique qu'ils seuls (ainsi que leurs acolytes) aillent se faire démolir, eux qui vivent aux frais de ce qu'ils nomment la patrie ?

◆ Parmi les « chefs » pacifistes, il y en a un vraiment fétichiste ! C'est Pierre Cot. Tout pour la Paix, dit-il. Et pour prouver sa sincérité, il augmente les forces destructives de notre vaillante armée de l'Air. Il serait si simple de la supprimer !

◆ Laissons les chefs, et parlons des autres, des innombrables Jean Lecul, de cette tribu amorphe des ben-ou-oni. Pour bien affirmer leur pacifisme, ils n'ont rien trouvé de mieux que de déguiser « Aux armes, citoyens... » Et avec le regard humide comme dit l'œuvre.

◆ Du Journal du 3 courant : « On annonce la conclusion d'un accord franco-italien tendant à assurer — au moins momentanément — l'exploitation du chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba. C'est un beau commencement ; plus exactement : c'est un premier fruit de la politique de collaboration nouée à Rome en janvier 1935 par M. Pierre Laval. » Si j'ai bonne mémoire, l'équipe ministérielle actuellement en place a violemment dénoncé et critiqué les accords Mussolini-Lavalais. Pourquoi, alors, les appliquer ? Peut-être pour démontrer à Populo (à condition, toutefois, qu'il comprenne) que, quelle que soit son étiquette, le régime est un maître, et l'exploiteur, un couillon.

◆ L'Huma du 7 reproduit, dans sa venue de la presse, une interview de José Giral, président du Conseil espagnol, parue dans l'intran de la veille. J'en détache ceci : « Les communistes sont des hommes d'ordre ! ils sont absolument au côté du gouvernement. Quant aux anarchistes de la F.A.I. je reconnais que la question est préoccupante... » Elle me fait peur, cette phrase. Quelle peut être, en effet, la « préoccupation » des « hommes d'ordre » sinon le respect de cet ordre, par tous les moyens, même les pires ?

HENRI GUERIN.

## Les premières conquêtes sociales en Catalogne

La ligne du métro transversal de Barcelone :

Le comité nommé pour prendre possession de la Compagnie, a examiné la situation financière extrêmement embrouillée, mais de laquelle il résulte que 40.000 pesetas ont disparu chaque mois, sans compter un million de pesetas payé par la mairie. Ce comité conserve les ingénieurs nécessaires à la marche de l'exploitation, et dont les salaires ont été augmentés.

Que va-t-il réaliser au bénéfice du personnel et du public qui paye ? En premier lieu, nous allons rapidement implanter la semaine de 36 heures. En conséquence, cela donnera du travail à 50 hommes et femmes en plus, pris parmi les chômeurs. Nous paierons la journée entière avec garantie d'accidents de travail, maladies, etc.

Nous allons améliorer rapidement le service : déjà sont en construction quatre nouvelles automotrices à la « Maritime terrestre ».

### LA QUESTION DES LOYERS.

Notre projet indique que le rabais envisagé est de l'ordre de 50 % sur tout le territoire de la République.

Article 5. — Afin que l'Etat, la Généralité de Catalogne, les députations et municipalités, ne soient pas privés de leurs impôts légitimes, les propriétaires paieront les impôts en tenant compte des normes légales en vigueur, et indépendamment des dispositions de ce décret.

### LA SOCIALIZATION DE LA MEDECINE

Dans quelques jours, le comité de santé aura terminé un projet qui sera mis en pratique le plus tôt possible.

La médecine particulière pour beaucoup de médecins peu scrupuleux, constitue une magnifique affaire. Beaucoup de personnes sont opérées sans nécessité, pour désir de lucre ; l'appendicite surtout constitue une véritable mine d'or.

Autre mine également très productrice, c'est la tuberculose.

Le docteur Alexander démontre dans un livre que de nombreux malades sont exploités comme tuberculeux dans des sanatoria réputés, et sont parfaitement sains.

Notre étude de socialisation de la médecine, dit que ce service doit être absolument gratuit. Nous pensons limiter le prix trop élevé des médicaments, en attendant une plus complète structure de la société. (Traduit de la Solidaridad Obrera).

## M. GEORGES DUHAMEL ACADEMIEN A TOUT FAIRE

A propos d'une mince histoire qui lui fut rapportée par un chirurgien (d'Action française ?) : un infirmier non « spécialiste » imposé par son syndicat, M. Georges Duhamel, après beaucoup de précautions oratoires, stigmatise dans le Mercure de France les excès du syndicalisme.

M. Duhamel, accéda à la « gloire » littéraire, pendant la guerre, en pinçant la corde humanitaire de la bourgeoisie.

En peignant dans sa Vie des martyrs les souffrances des blessés, M. Duhamel prenait soin de ne faire aux généraux massacrés et aux impérialistes français nulle peine même légère.

Depuis, M. Duhamel — toujours du côté du peuple, quand le peuple bon et malheureux ne menace pas de se fâcher et d'agir — s'est affirmé complaisamment comme un petit bourgeois français rétrograde, épouvanté par les formes nouvelles de la vie.

Cela l'a mené à l'Académie française, ce cimetière de sépulchres blanchis.

Quoi d'étonnant à ce que M. Duhamel dépense maintenant son encre académique contre les infirmiers syndiqués et le syndicalisme.

Le mercantilisme médical, la pratique de la « dichotomie » les escroqueries éhontées des marchands de soupe des cliniques... cela, n'est-ce pas ne mérite pas qu'on en parle.

### DES CADAVRES QUI RAPPORTENT

La presse bourgeoise, qui a trouvé toutes naturelles, quand elle ne la passait pas sous silence, la féroce répression de l'insurrection asturienne de 1934, mène grand bruit sur les « atrocités » des révolutionnaires espagnols.

Ce n'est plus l'enfant aux mains coupées, cher aux bourreurs de crânes de 1914 qui sert de thème majeur à ce tapage.

Pour le moment, ce sont les cadavres de carmélites momifiées, exposées au grand jour par « une populace sacrilège ».

Et les âmes pieuses de frémir.

Elles ignorent — ces âmes pieuses — que l'exploitation morbide de la mort a toujours joué un rôle de premier plan dans le catholicisme des pays latins.

En Sicile, à Montréal, non loin de Palerme, il existe un cimetière, un cimetière souterrain, où des milliers de cadavres momifiés de tous âges, — cadavres de clercs ou de laïques — sont suspendus aux murs, vaguement éclairés par des soupiraux.

Ce cimetière, congramment ventilé et entretenu, sert encore pour les moines d'un couvent voisin... qui perçoivent une sainte petite taxe de deux lires sur les nombreux touristes qu'attire cette curiosité macabre.

Et notre Saint Père le Pape trouve, ma foi, cela très bien.

## On ne s'ennuyait pas dans les couvents de Vich

LA VIE QUE TOUS LE MOINES FONT (air connu)

A Vich, tous les édifices qui pouvaient être utilisés ou dont l'incendie offrait quelque danger ont été conservés, sauf la cathédrale et l'église de la Merci qu'on ne put préserver de la colère publique.

Le peuple révolutionnaire s'est préoccupé de sauver le Musée, précieux joyau d'art, et les valeurs trouvées dans le palais épiscopal furent transférées à Barcelone par les soins de la F. I. A. et de la C. N. T.

La vie des religieux a été respectée, à l'exception de celles de gens qui commirent des actes d'hostilité. On reconstruisit les religieuses dans leur famille respective et on facilita le voyage de celles qui n'habitaient pas la localité. Dans leur couvent, on trouva des quantités de préservatifs, de lettres d'amour adressées à des moines et vice-versa. On détacha aussi quantité de fœtus et de cadavres de nouveau-nés.

Les 16 millions que la C. N. T. et la F. A. I. ont restitués aux Comités de milices antifascistes, furent découverts dans une cave murée, dans les dépendances du palais épiscopal. Ils se composaient de valeurs d'Etat, d'actions sur diverses compagnies, de billets de banque et d'objets de valeur. On dit que les ouvriers qui construisaient cette cachette secrète disparurent dès sa construction achevée. Les caves étaient encore bourrées de spiritueux et de champagne de première qualité.

### Groupe du 18

Mardi 18 Août, à 20 h. 30  
48, rue Duhamel, Paris (18<sup>e</sup>)

## Grand meeting

sur

## La révolution d'Espagne

Orateurs : Frémont, Ringas, H. Lucien.

### POUR L'ESPAGNE

TOUS MERCREDI 26 A WAGRAM

## Pour leur liberté et pour la notre

Ce n'est pas en vain que l'on fait appel à la solidarité chez les anarchistes. Nous avons reçu plus de 6.000 fr. cette semaine. Notre souscription dépasse déjà les 9.000 francs. Les 10.000 francs que nous avons demandés seront atteints lorsque cette liste paraîtra. Nous avons donc le droit de nous montrer satisfaits d'un tel résultat.

Les listes continuent de circuler. Beaucoup d'entre elles ne sont pas encore rentrées. Il n'est pas exagéré de dire que nous atteindrons 10.000 francs. Il est vrai que la lutte héroïque que nos camarades soutiennent se prolonge. Il faut les soutenir. N'oublions jamais que leur lutte est la nôtre.

Nous faisons aussi un appel pressant auprès de tous nos camarades pour le « Libertaire ». La presse tente par tous les moyens de faire le silence sur la part importante qui revient à nos frères de la F.A.I. et de la C.N.T. dans le combat que mène le prolétariat espagnol. Il nous faut suppléer à la carence des uns, réfuter les mensonges des autres, mais pour cela nous quatre pages sont insuffisantes. Nous devons paraître sur six pages à partir du 1<sup>er</sup> octobre, mais vu les événements nous avons décidé de le faire dès maintenant, malgré la période creuse des vacances.

Que tous nos amis comprennent que c'est de leur aide constante que dépend la parution hebdomadaire sur six pages.

Camarades, envoyez votre obole. Adressez les fonds à N. Faucier, 29, rue Piat, Paris (20<sup>e</sup>). Chèque postal : 596-03, Paris.

### Pour l'Espagne révolutionnaire

Liste versée par Moreau, 82 fr. 50 ; Yvan, 10 fr. Liste versée par Brière, 88 fr. ; Lebeau, 20 fr. ; Stenger, 10 fr. Liste versée par Planzer, 15 fr. ; Morel César, 20 fr. ; Favre Marcel, 20 fr. ; Martino Charles, 20 fr. ; Martino Jean, 20 fr. ; Martin Gabriel, 10 fr. Cardoso Jean, 10 fr. ; Albert, 5 fr. ; Chaix, 2 fr. ; Lintault, 51 fr. 15 ; Larrive, 2 fr. ; Renard, 5 fr. ; Chevrier, 5 fr. ; Blondel, 5 fr. ; Vanbeylen, 5 fr. ; Coudray, 5 fr. ; Benoit, 5 fr. ; Fromont, 5 francs ; Consell, 5 fr. ; Delignat, 20 fr. Liste versée par Maurice Bland, 293 fr. 50. Liste versée par Balan, 218 fr. ; Philippe Paris, 10 fr. ; Caron, 10 fr. ; Lucien Daurat, 10 fr. ; Louiseite Guérin, 20 fr. Liste versée par Durand, 48 francs ; groupe d'Antony, 37 fr. ; Durand, 40 fr. Collecte faite au meeting d'Aulnay versée par Sall, 52 fr. 50.

Liste versée par le groupe de Clichy, 160 fr. 75 ; Juliot, 74 fr. 50 ; anonyme, 5 francs ; Lucien Belin, Paris 10 fr. Liste des hospitaliers de St-Anne versée par Duhot, 50 fr. Listes faites par les camarades de Goussainville, 420 fr. ; Pelnaud Margny, 10 fr. ; Derzelle, 10 fr. Liste versée par Blazen, 40 francs. Liste versée par Sanchis, 90 fr. Listes collectées au meeting de la Mutualité, 612 fr. ; Lalande, 30 fr. ; Chastang, 10 fr. ; Irévidic, 2 fr. ; Colin, 2 fr. ; Granier, 2 fr. ; A. frères, 5 fr. ; Jouques, 10 fr. ; Anceel, 5 fr. ; un buveur d'eau breton, 5 fr. Liste versée par Tolle, 132 fr. 50 ; les chauffeurs de taxis de Caulaincourt, 25 fr. ; J. H. réunis 10 fr. ; Bessière, 2 fr. ; Heugnet, 2 fr. ; Gavard, 6 fr. ; Puechafix, 12 fr. ; Louis Radix, 10 francs ; Farsy Henri Auchel, 20 fr. ; Cotard François, Paris (16<sup>e</sup>), 2 fr. Drugmanne, 50 francs ; Baderelli Jean, Toulon, 30 fr. ; Bourdon Malakoff, 10 fr. ; Guillemin, Besançon, 10 fr. ; Jouvenet, Armentières, 10 francs ; Delabre, Montélimar, 50 fr. ; liste versée par Dumas, 12 fr. 50 ; Gigoloni, Franconville, 100 fr. ; Mme Carnet, Paris (15<sup>e</sup>), 15 fr. ; Belladre, Levallois-Perret, 6 francs.

P. A. Moras, Paris (18<sup>e</sup>), 20 fr. ; Evvin Pierre, Brunoy, 100 fr. ; quatre nègres, 20 francs ; Jaquen, Paris, 5 fr. ; Claudon Georges, 5 fr. ; M. Capel, St-Henri, 100 fr. ; H. Capel, 15 fr. ; Bejean, 25 fr. ; T. Maris, 15 fr. ; Thirion, 15 fr. ; Allume, 15 francs ; Lecomte Lesquin, 33 fr. ; Salvador, 100 fr. ; Frères Serra, 100 fr. Sanpous, 50 fr. ; Florence, 20 fr.

Joseph, 20 fr. ; Jordi, 20 fr. ; Ferraro, 25 francs ; Pelletier, 10 fr. ; Jean, 50 francs ; Houssard Lucien, 100 fr. ; Séraphin Da Rif, 55 fr. ; Albert Gilbert, Paris, 20 fr. ; Auboin Léon, 15 fr. ; Alexis, 5 fr. ; L'Hérétique, 10 fr. ; Delval, 212 fr. ; Mellinger, Tourcoing, 10 fr. ; Marot, Le Perreux-sur-Marne, 10 fr. ; Villière, 5 francs ; Thérèse et Léon Empire, 50 fr. ; Santelli, 5 fr. ; Bouyessous, Champigny, 10 francs.

Liste des camarades de Reims, versée par Lebeau, 400 fr. ; Buatois, Lyon, 10 fr. ; E. Simon, Damrémont, 15 fr. ; Camille Edmée, Jean, Noémie, 15 fr. ; E. Chaillot, Marseille, 20 fr. ; Chantier de Grenoble, 25 francs ; liste versée par Hespel, 81 fr. ; Billery-Pouilly-s-Charlieu, 10 fr. ; liste versée par Grevin, 155 fr. ; Guillemin Henri, 10 fr. ; Ducharme, Roanne, 10 fr.

Briand Joseph, Rennes, 12 fr. 50 ; liste versée par Remonès, 36 fr. 50 ; Lefort, Fontenay-sous-Bois, 5 fr. ; Pannetier, Marseille, 21 fr. ; Moras Bonnés, Vienne, 20 fr. ; Renard Léon, Le Perreux, 10 fr. ; Seguin, Villejuif, 4 fr. ; Le Duff Alain, Montigny, 15 francs ; liste versée par Fernandez, 42 fr. ; liste versée par Christophe, 110 fr. 25.

Liste versée par Brouillet Alexandre, 40 francs.

Laveau, Ferté-sous-Jouarre, 10 fr. ; liste versée par Loison, 109 fr. 50 ; Bécaut Marcel, 25 fr. ; Cachon Louis, Triguères, 50 fr. ; Banmer Jean-Baptiste, 15 fr. ; Simon Weiss, 125 francs ; Rosle Louis, Sancerre, 5 fr. ; liste des Campeurs ouvriers, 62 fr. ; quelques camarades, Fressenneville, 31 fr. ; Ligeois, Paris, 10 fr. ; Orlandi, 10 fr. ; Puden Paul, Tournai, 56 fr. 30 ; Maisse René, 50 fr. ; Roupin, Vitry, 15 francs.

Total.....Fr. 6.252 70

Listes précédentes .....Fr. 2.767 75

Total.....Fr. 9.020 45

## LA BROCHURE D'YVON

## "CE QU'EST DEVENUE LA RÉVOLUTION RUSSE"

On lira avec fruit l'extrait ci-dessous de la brochure d'Yvon : Ce qu'est devenue la Révolution russe, dont le Libertaire a déjà parlé. Cet extrait se rapporte à la situation de l'ouvrier russe — nouveau serf — dans l'usine « soviétique ». Il donnera une idée du contenu général de cette brochure qui dans ses 87 pages contient une vue d'ensemble saisissante de la vie ouvrière au pays de Staline.

Les trois grandes divisions de l'opuscule sont les suivantes : Niveau de vie des travailleurs en U.R.S.S. ; Niveau de liberté ; L'Etat et les classes. Il n'y a pas là de développements littéraires ou des diatribes sans portée, mais uniquement des faits réels observés par un esprit libre. Yvon a vécu onze années en Russie soviétique. Par sa situation, il a été à même de connaître à fond les rouages de l'énorme machine étatique qui, au nom du socialisme, écrase les prolétaires russes. Il a vu, il a vécu, il a compris et maintenant il dénonce.

Il dissipe l'illusion dangereuse qui tend les espoirs des prolétaires occidentaux vers ce qu'ils croient encore être la patrie des travailleurs. Et sa petite brochure, si dense et si complète, peut faire un travail intense. Elle sera nécessaire à tous les militants.

### ATTACHE A L'USINE

L'usine a toujours été pour l'ouvrier le lieu maudit où l'on use sa vie en peinant contre sa volonté. L'usine soviétique reste cela pour le travailleur. La direction y est maîtresse absolue de fait et légalement.

Ce qui étonne dès l'abord, c'est la présence à l'entrée de l'usine d'une garde armée en uniforme. Ce corps de garde, qui dépend de la police (Guepéou), interrompt, dans le langage de tous les corps de garde du monde, les ouvriers qui oublient de montrer leur laissez-passer.

Le laissez-passer, qui est mensuellement renouvelé et porte la photo de l'ouvrier, est obligatoirement présenté ouvert, à la sortie comme à l'entrée, aux gardes armés et, comme il faut faire pénétrer parfaitement dans les esprits le respect sacré d'une telle discipline, sa perte peut entraîner une amende de 3 roubles et plus (le carton par lui-même ne vaut que quelques kopecks). Cette perte équivaut donc à celle du salaire de plus d'une journée de travail pour les ouvriers mal payés, ceux qui gagnent 70 à 80 roubles par mois. L'amende ne dispense pas d'avoir à payer, en outre, à un guichet spécial ouvrant sur l'extérieur de l'usine, le prix d'un nouveau laissez-passer, photo comprise.

Pour être embauché dans une usine, il faut d'abord faire la queue à différents guichets auxquels on doit présenter les papiers suivants : passeport intérieur, certificats ou livret de travail, livret militaire et deux photos récentes (jusqu'en 1935 on devait ajouter les certificats de cartes d'approvisionnement). Ensuite, il faut répondre par écrit à un questionnaire de souvent 60 à 70 questions.

À l'entrée de la révolution, on pouvait circuler partout avec sa carte syndicale ; le fait d'être un travailleur organisé suffisait. Petit à petit s'ajoutèrent de nombreux papiers d'identité. Actuellement chaque individu a sa fiche dans les casiers de la police. Le passeport intérieur que la Révolution s'enorgueillissait d'avoir détruit est rétabli depuis 1933 et, plus qu'au temps du tsarisme, tous les déplacements de chaque citoyen sont rigoureusement contrôlés par l'Etat. L'entrée des établissements, des administrations (elles pullulent), des magasins et de bien des maisons d'habitation est impossible sans laissez-passer spécial. Des guichets et des papiers estampillés partout.

L'un des guichets auxquels on doit se présenter pour l'embauchage est celui du bureau secret de l'usine, dont la porte et le coffre-fort sont mis sous scellés chaque soir. C'est à l'étroit guichet de ce bureau qu'on présente ses papiers militaires. La porte hermétiquement close et l'air mystérieux des occupants font bien ressortir la « sainteté » du lieu.

Ce bureau secret dépend des ministères de la Guerre et de l'Intérieur (Guepéou) ; il élabore et tient à jour le plan de mobilisation de l'entreprise ; il centralise les renseignements touchant tant le côté moral que le côté matériel de la mobilisation. Sa correspondance n'est pas acheminée par la poste ordinaire : ses plis, toujours cachetés, sont transmis par un service spécial de la Guepéou. Lorsqu'on vous dit : « Le bureau secret te demande », vous ressentiez un petit froid bien désagréable, même lorsque vous vous savez le plus innocent du monde !

Pour être débouché, la même procédure, en sens inverse, est indispensable.

Il n'est pas possible de quitter l'usine sans le consentement du « triangle », c'est-à-dire du directeur de l'usine, du président du comité syndical d'usine et du secrétaire de la cellule communiste.

Un « piston » d'un nouveau genre consiste à obtenir de l'un des « angles » du triangle qu'il influe sur les deux autres pour qu'ils vous permettent de quitter l'usine et d'aller chercher du travail dans un lieu qui vous semble préférable.

On peut aussi solliciter un certificat de la Commission médicale officielle attestant la nécessité d'un changement d'air ou de travail, mais la maladie, les nécessités de la santé et autres moyens officiels pour s'arracher à un lieu déterminé de travail ne sont pas des moyens très sûrs sans le piston.

Avoir des relations, du piston, et cela particulièrement auprès de l'organe du parti, est quelque chose d'essentiel en U.R.S.S.

A défaut de « piston », on peut commettre à dessein un acte d'indiscipline qui vous fera déboucher, mais c'est alors le renvoi motivé avec inscription sur tous les papiers et l'impossibilité totale de s'embaucher ailleurs que dans les sovkhoz et les constructions lointaines, dans des régions froides ou désertiques. Là, dans ces sortes de bagues « libres », on peut à loisir « laver sa faute », et, quand la punition est jugée suffisante, on a le droit de reprendre place... dans l'usine que l'on voulait quitter.

Le renvoi motivé est toujours terrible de conséquences ; pourtant il en faut bien peu pour le mériter : il suffit par exemple d'avoir été malade sans bulletin officiel de maladie, ce qui vous fait déclarer « déserteur du front socialiste du travail ». Quelques retards à l'usine et l'on est aussi un déserteur de cette espèce avec toutes les conséquences que cela entraîne.

Mais des gens indispensables à la marche de l'usine peuvent de ce fait se trouver à manquer. Pour y parer, la salle de police remplace dans ce cas le renvoi. Dans certaines grandes usines et dépôts de chemins de fer, il y avait en 1933 des salles de police ; on y enfermait en dehors des heures de travail les ouvriers qualifiés ou les techniciens qui auraient dû, mais ne pouvaient être renvoyés sans préjudice pour la bonne marche de l'usine.

La malfaçon peut être punie d'emprisonnement et lorsque les autorités veulent perdre quelqu'un, fût-ce un simple manœuvre, elles le font souvent sous le prétexte de « malfaçon systématique et volontaire, préméditée » ; cela touche au sabotage de l'économie socialiste, c'est de la plus haute gravité.

Ceux qui en ont vraiment par trop de la « boîte » s'en sauvent le lendemain de la paie, mais alors ils perdent 10 à 20 jours de salaire, car l'ouvrier soviétique ne touche jamais sa quinzaine en entier ; on lui en retient toujours une part qui dépasse souvent ce que n'oseraient pas même concevoir les capitalistes les plus autoritaires.

Cependant, quand on est à bout, ce n'est pas la perte d'un salaire de 20 jours qui suffirait à vous retenir si la nécessité d'avoir un passeport, des livrets militaires et de travail réguliers ne vous obligeait à une vie quasi illégale, avec, comme seule ressource, les sovkhoz et les travaux publics lointains. Malgré cela, de telles évasions ont lieu.

Le paysan n'est pas plus favorisé. Changer de kolkhoz ou en sortir est tout aussi difficile que changer d'usine. Tout ce que l'on avait ayant été « collectivisé », on perd tout, ou presque, en s'en allant. S'en allant avec rien, le paysan n'a pas d'espoir de créer une nouvelle entreprise personnelle et bien peu de trouver une place dans un autre kolkhoz.

A l'usine, comme au sol on est donc réellement attaché ; on ne peut changer de travail ou de ville de sa propre volonté qu'au prix de risques et de difficultés autrement plus grands que sous le tsarisme. On ne peut même pas, par contre, se refuser sans danger aux mutations de travailleurs que le « plan » estime nécessaires. N'est-ce pas là le servage ?

## Le Front des Français

Après Thorez, Duclos, dans son article de l'« Humanité » du 4 août dernier, prône la nécessité de former un Front Français.

« A l'heure, dit-il, où il s'agit de redonner la prospérité à notre pays, dans l'ordre et le respect des lois, à l'heure où il s'agit de veiller à la sécurité même de la France, qui donc pourrait s'opposer à cette union nécessaire sinon ceux qui projettent de violentes actions contre le pays ? »

« D'ailleurs, l'idée de l'union des Français si heureusement lancée par notre Parti en son congrès de Villeurbanne fait du chemin. » Et de citer l'opinion du modéré Pétiche et celle de Paul Reynaud qui semble lui aussi laisser percer des préoccupations du même ordre.

Que pourraient ajouter à cela un de la Rocque ou un Doriot ?

Respectueux des lois que, hier encore ils vitupéraient, anxieux à l'idée que la sécurité de la France bourgeoise puisse être menacée, nos communistes accentuent leur trahison journalière.

« C'est pourquoi, continue-t-il, nous communistes qui poursuivons un grand but de libération humaine et d'affranchissement du travail, nous qui dans le présent et pour l'avenir avons conscience de travailler à la grandeur et à la prospérité de la France, nous n'hésitons pas à demander si le moment n'est pas venu de faire le Front des Français. »

« Cela ne veut point dire que pour s'unir il faut penser de la même manière sur tous les sujets. Pas le moins du monde ; il suffit d'être d'accord sur un certain nombre de problèmes qui intéressent au premier chef la vie, l'indépendance et l'avenir du pays. »

Voilà où nous en sommes dix-neuf ans après la Révolution russe. Du moment qu'il est dirigé contre Hitler — vive le Front des Français ; car, précise Duclos « dans le cadre de l'application de l'accord Matignon, et des lois sociales, l'union entre la masse des Français est non seulement possible, mais souhaitable et nécessaire. »

L'Union Sacrée est donc presque faite et nous pouvons dire que le P.C.F. y aura été pour quelque chose.

Adieu lutte de classe, révolution sociale et autres rengaines et vive l'union des Français ou prolétaires et bourgeois marcheront la main dans la main.

Que devient le prolétariat dans cette affaire ? Il est facile de le deviner : le dimon de la farce. Par la trahison bolchevique ce sera lui qui fera les frais de la prochaine guerre impérialiste, tout cela sous prétexte de lutter contre le fascisme. La réconciliation française se fera sur son dos. A moins que, comprenant qu'il a été roulé, il rompe avec tous ces traîtres à leur classe et prenne résolument ses intérêts en mains.

SECHAUD.

### M. YVON

## CE QU'EST DEVENUE LA RÉVOLUTION RUSSE

(préface de Pierre Pascal)

Une forte brochure de 87 pages

En vente au LIBERTAIRE (2 fr.)



LETTRE D'UN COMBATTANT  
ANTIFASCISTE

## Ce que nous avons conquis sera conservé

A Barcelone, toutes les branches de la production sont contrôlées par la C.N.T. et par la F.A.I.

Par esprit d'équité, les camarades anarchistes ont accordé un contrôle à l'U.G.T. Socialistes, communistes et gouvernements tentent de réduire la puissance de nos camarades en s'unissant presque inconsciemment contre la F.A.I.

Dans la Catalogne pacifiée, les milices gouvernementales et marxistes essaient de se substituer aux milices anarchistes qui ont pris la plus grande part au combat. Des camarades isolés ont été sommés de rendre les armes.

A Barcelone, la réaction au mouvement insurrectionnel est venue spontanément de nos amis anarchistes qui sont tombés sur les barricades par centaines. La préparation spirituelle intense des anarchistes, leur sens de classe, leur haine du militarisme a heureusement surmonté l'impréparation matérielle de la riposte. Dès les premières heures, les rues de Barcelone furent sillonnées de voitures portant les inscriptions C. N. T. et F. A. I. chargées de camarades et armées au prix des plus lourds sacrifices.

Sous l'impulsion anarchiste, la riposte s'est étendue bientôt à toute la Catalogne. La colonne Durutti marchant sur Saragosse est sortie la première de Barcelone.

Nous sommes bien décidés de conserver à la victoire la place que nous avons conquise dans l'action.

« Solidaridad Obrera » et la C. N. T. ont lancé de sérieux avertissements à ceux qui voudraient maintenant nous évincer. Le mouvement anarchiste a conquis sur le sol espagnol son droit à la vie et à l'extension parce qu'il représente la plus grosse tendance révolutionnaire et l'expression même du peuple.

Pedro Torrego,

Délégué au Comité de Défense, Service  
des gardes, Barcelone.

P. S. — Au moment où je vous écris je suis de garde avec mon fusil entre les jambes dans le local du Comité régional des syndicats car nous ne relâchons pas notre défense. Nuit et jour nos camarades veillent. Mais nous attendons la suite avec confiance. Tout ce que nous avons conquis sera conservé et dépassé.

CE DONT NE PARLE PAS LA PRESSE  
BOURGEOISE

## La terreur fasciste

Dans un hameau, près de Cordoue, vingt-huit camarades et trois vieillards sont fusillés; sept autres camarades sont brûlés vifs.

Des camarades du Comité National de la C. N. T. qui combattent sur le front de Jaen, Cordoue, Cadix et Séville ont fait dans le Bulletin de la C. N. T. et de la F. A. I. les déclarations suivantes :

« Nous avons parcouru des villages occupés auparavant par les fascistes : c'est une véritable désolation. Les récoltes sont détruites, les maisons incendiées; tout est mort et triste dans ces petits villages.

Les rebelles se sont conduits sauvagement. Dans un de ces villages, ils voulurent fusiller la camarade Mariana Cambrotero, exécution à laquelle un fasciste s'opposa, ce qui lui valut d'être tué par ses complices.

Ailleurs, ils ont fusillé le médecin, bombardé la Croix-Rouge, et fusillé un grand nombre de révolutionnaires.

Le comble de la sauvagerie fut atteint à Pedro-Abad, près de Cordoue où vingt-huit camarades furent fusillés, ainsi que trois vieillards. De plus, sept camarades furent brûlés vifs.

La presse bourgeoise qui multiplie les récits d'atrocités plus ou moins fantaisistes, qu'elle met au compte des révolutionnaires espagnols a fait le silence sur ces abominations. Toute son indignation se porte sur l'incendie des choses. Elle se lamentait hypocritement parce que des églises transformées en redoutes armées ont été la proie des flammes. Mais quand il s'agit de la chair et du sang de prolétaires qui commettent le crime de se défendre, ça ne l'intéresse pas.

C'est dans l'ordre. Dans l'ordre bourgeois...

COMMENT S'EFFECTUE  
LE SOULEVEMENT DE SARAGOSSE

Du Bulletin d'informations de la C.N.T. et de la F.A.I. rapporte comment un soldat échappé de la fournaise a fait le récit du soulèvement de Saragosse.

Comme partout, on les réunit dans la cour du quartier et on leur fit de patriotiques discours. On leur dit que les fascistes avaient attaqué le gouvernement de Madrid et qu'on comptait sur eux pour défendre la République et le gouvernement. Le lendemain, lundi 20, on les fit sortir dans la rue. Ils remarquèrent bien que le chômage était complet et la ville déserte, mais ils l'attribuèrent aux événements que le colonel leur avait annoncé la veille.

Le soldat sut la vérité par un sien ami de Saragosse, de tendance anarchiste, qui lui fit passer un papier au moment où il était de garde.

Sa conviction fut définitivement établie quand il vit fusiller une vingtaine de citoyens dans la cour du quartier, la nuit. Le jour suivant les officiers remarquèrent de l'effervescence parmi les soldats et ils en firent arrêter deux qui exhortaient leurs camarades à la révolte. Ceux-ci n'en eurent plus aucune nouvelle par la suite.

Selon lui, les exécutions de dirigeants des organisations ouvrières furent nombreuses, mais l'esprit de révolte n'est pas mort chez les travailleurs, qui attendent l'arrivée des forces libératrices pour bondir sur leurs oppresseurs.

# A BARCELONE Comment la C. N. T. et la F. A. I. ont brisé le soulèvement fasciste

Nous avons pu rassembler divers renseignements — par l'intermédiaire de militants de Barcelone actuellement au front — qui nous permettent aujourd'hui de préciser dans quelles conditions la sédition militaire a éclaté dans la capitale catalane. Depuis l'avènement de la République plusieurs tentatives de rébellion militaire avaient eu lieu, notamment à Burgos, à Pampelune, etc... Mais elles étaient isolées, mal organisées. Celle de Sanjurjo en 1932 avait été brisée par la grève générale à Séville.

Un moment le gouvernement Gil Robles-Lerroux avait satisfait les volontés des commanditaires factieux, notamment le grand banquier Juan March. Mais les élections dernières précipitèrent les événements.

Les organisateurs de la sédition étaient, en plus de March, l'ancien ministre Calvo Sotelo et le dirigeant des Phalanges Espagnoles, Antonio Primo de Rivera.

Sanjurjo était l'homme représentatif, mais non la tête. Gil Robles restait dans la légalité, mais marchait dans le complot. Grâce à leurs antennes dans les milieux militaires, dans l'aviation surtout, les militants de la C.N.T. et de la F.A.I. étaient au courant de l'agitation dans le camp fasciste.

Environ une semaine avant la révolte, ils organisèrent des genres de patrouilles qui circulaient la nuit sur les Ramblas.

Rien ne se passait et cependant les indi-

cateurs assuraient le mouvement comme étant proche.

La nuit du samedi au dimanche, Miguel, rédacteur à la « Soli » se rendant à la Généralité pour soumettre les épreuves du journal à la censure reçut confirmation que des événements graves allaient se produire.

Les précautions furent prises. Vers 4 h. du matin quelques coups de feu furent entendus par des camarades qui étaient rassemblés à l'imprimerie.

Un peu plus tard des soldats en rang et armés commencèrent à passer, marchant dans la direction de la place de l'Université.

Pour obtenir un maximum de nouvelles les hommes de la C.N.T. et de la F.A.I. commencèrent à arrêter les autos qui passaient.

Les troupes continuaient à se rassembler sans rencontrer d'obstacles, des pièces de mitrailleuses apparaissaient; la première réaction partit de la caserne de Dressanes où un sous-officier, sympathisant, Gordo, rassembla ses hommes, sortit de la caserne et remonta le Paralello. A la caserne restèrent des officiers fascistes, une douzaine de soldats. Des fascistes civils vinrent les y rejoindre, Gordo rencontra en route Ascaso, Garcia Oliver et des membres du Syndicat du bois. Ensemble ils se dirigèrent vers la place de l'Université.

A Barceloneta, les officiers fascistes firent sortir des batteries de la caserne et les mirent en position. Mais les tirs fu-

rent sabotés par des soldats, membres des organisations révolutionnaires, principalement pas les deux neveux de Jover, qui s'enfuirent ensuite accompagnés d'un groupe de soldats sympathisants.

Par ailleurs, dans tout Barcelone les copains tiraient des fenêtres et des toits, freinant l'avance des rebelles.

Le combat eut lieu place de Catalogne où les militaires ne se rendirent qu'à 5 heures du soir aux gardes civils, qui arrivèrent enfin, et seulement à eux de peur d'être massacrés par les travailleurs.

La caserne de San Andrés, peu sûre, fut prise également.

Tout au long de la journée les ouvriers s'étaient armés en s'emparant du matériel des ennemis.

La caserne de Dressanes fut reprise le matin après un long combat.

Aucune action n'avait été menée par les forces de la Généralité.

Seuls, les efforts de la C.N.T. et de la F.A.I. avaient écarté le danger fasciste.

C'est ce que déclara un commandant qui, quelques heures auparavant était sûr de la victoire.

Dans les autres provinces de Catalogne des mouvements semblables avaient éclaté : à Tarragone, à Lerida et les mêmes réactions ouvrières se produisirent.

Seule la garnison de Gérone resta immobile, se rendant compte de l'échec certain après l'expérience de Barcelone.

Un appel de la C. N. T. et de la F. A. I. aux travailleurs de toutes les tendances

## Maintenant, plus que jamais: Vive l'alliance révolutionnaire antifasciste!

Au fur et à mesure que la rébellion militaire fasciste semble s'affaiblir, on voit renaître des tentatives de dissociation des éléments antifascistes. Il y a eu les déclarations provocatrices du député communiste Juan Hernandez, à Madrid, insultant basement les anarchistes. Il y a aussi des tentatives — brisées dans l'œuf — en Catalogne de désarmement des miliciens de la C.N.T. et de la F.A.I.

Le prolétariat espagnol ne les a fort heureusement pas approuvées, car il a vu dans la lutte ce que sont les hommes de la C.N.T. et de la F.A.I. Il a admiré leur courage indomptable, dont l'exemple l'a entraîné dans tous les assauts victorieux contre le fascisme. On peut donc être certain que si ça ne dépend que de la C.N.T. et de la F.A.I. les alliances révolutionnaires resteront intactes.

On en aura une preuve supplémen-

taire en lisant ci-dessous l'émouvant appel que ces deux organisations ont adressé aux prolétaires espagnols.

« Des rumeurs véritablement alarmantes arrivent à nos oreilles. Il paraît que d'aucuns militants des organisations ouvrières de notre ville se sont lancés dans une insensée lutte fratricide, motivée, dit-on, par de vieilles rivalités et rancœurs syndicales.

« Rien ne peut justifier des faits de cette nature. A partir de ce moment, nous, les militants de la F.A.I. et de la C.N.T., considérons les promoteurs et auteurs de ces actes comme des traitres à la cause révolutionnaire et antifasciste. A l'occasion, pour éviter le retour de tels actes, nous appliquerons, sans aucun égard, les mesures les plus extrêmes.

« Réfléchissez, travailleurs de toutes les tendances. Le danger fasciste n'a pas déçu. Oubliez les rancunes qui, si

longtemps, vous ont divisés. En refusant d'instaurer la paix parmi nous, nous laissons le champ libre au fascisme et à la canaille qui tiennent encore dans les chaînes une partie considérable du prolétariat espagnol.

« Au moment où les hommes les plus aguerris du peuple révolutionnaire luttent sur les fronts, sans distinction de tendances idéologiques ni de carte syndicale, risquant le plus précieux qu'ils aient, leur vie, c'est une trahison envers eux et envers la cause qu'ils défendent que de fomenter des luttes intestines entre les prolétaires de l'arrière-garde.

« Compagnons, Unis, nous avons triomphé en Catalogne de la bête sanguinaire du militarisme fasciste, soyons dignes de notre victoire en maintenant jusqu'au succès définitif l'unité de l'action.

« Vive l'alliance révolutionnaire et antifasciste ! »

## Comité anarcho-syndicaliste pour la défense et la libération du prolétariat espagnol

Devant les périls de différentes natures qui menacent nos camarades d'Espagne dans leur lutte contre le fascisme militariste, plusieurs groupements libertaires ont décidé de former un comité anarcho-syndicaliste de défense du prolétariat d'Espagne.

L'Union Anarchiste a adhéré à ce comité, car elle a estimé que, sans rien abandonner de ses positions de principes de ses membres, tant sur le terrain syndical, que philosophique ou idéologique, la plus étroite union des éléments anarchistes et anarcho-syndicalistes était nécessaire et urgente. Nos frères d'Espagne versent leur sang pour la défense et la victoire de nos idées.

Nous ferons donc bien peu en leur apportant, sans distinction de tendances, notre appui moral et matériel. C'est à cet appui, dont le manifeste ci-dessous inséré définit les lignes générales, que l'Union anarchiste donne son adhésion totale et sans réserve.

L'Union Anarchiste.

AUX TRAVAILLEURS !

Répondant avec empressement au désir qui leur a été exprimé par la Confédération Nationale du Travail d'Espagne et la Fédération Anarchiste Ibérique, la C.G.T.S.R., l'Union Anarchiste et la Région Parisienne de la Fédération Anarchiste Française décident de constituer un Comité qui prend le nom de : Comité Anarcho-Syndicaliste pour la Défense et la Libération du Prolétariat Espagnol.

Ce Comité a exclusivement pour but de venir en aide au peuple espagnol, de le défendre contre les entreprises des généraux rebelles qui sont les agents des régimes fascistes et de leurs alliés dans tous les pays.

Le Comité ouvre, dans ce but, une souscription nationale permanente.

Les fonds devront être adressés au camarade A. Ganin, 41, rue de Belleville, Paris (19<sup>e</sup> arr.). Chèque postal : Paris, n° 1935-15.

Le Comité envisage, pour mener à bien sa tâche, de faire paraître un journal quotidien.

Cet organe serait réservé à la propagande en faveur des travailleurs espagnols en lutte contre le fascisme international.

Il serait diffusé en province, à Paris et à l'étranger. Sa tâche essentielle consisterait à propager les nouvelles reçues directement d'Espagne, à combattre les fausses nouvelles mises en circulation par la presse contrôlée par Havas qui est aux ordres des puissances fascistes de l'intérieur et de l'extérieur, à suppléer la carence voulue de la presse dite de gauche, à faire connaître l'action et l'activité des héros combattants de la C. N. T. et de la F. A. I., systématiquement oubliés et souvent calomniés par la presse d'extrême-gauche.

Pour étendre son action à l'ensemble du pays, pour donner à son activité toute l'ampleur désirable, le comité demande très instamment aux camarades de la Province de constituer des Comités locaux composés des mêmes éléments et de se mettre en rapport immédiatement avec le Comité parisien, pour la vente du journal, pour l'organisation des meetings, pour toute l'aide à apporter aux camarades espagnols en lutte. Il est convaincu que de cette façon seulement les résultats cherchés seront atteints.

Le Comité a la certitude absolue que tous les camarades comprendront le grand devoir qui s'impose à tous les travailleurs français.

Ce devoir exige impérieusement que nous apportions à nos frères espagnols, qui défendent avec le plus grand courage leur vie, leur liberté et les nôtres, le secours qu'ils attendent très justement de tous les révolutionnaires du monde, dont le sort se joue en ce moment même en Espagne.

La lutte en cours oppose, pour le combat suprême, toutes les forces du Travail, représentées par les syndicats révolutionnaires et les anarchistes, à celles du Capita-

lisme, dirigées par les fascistes de tous les pays. C'est la grande lutte révolutionnaire qui exige de nous tous des sacrifices, sans exception. De son issue dépend notre affranchissement ou notre asservissement définitif.

Soyons prêts à entreprendre cette lutte. Suivons l'exemple de nos valeureux camarades de la C. N. T. et de la F. A. I. Ecrasons l'ennemi. Débarassons-nous de la tyrannie de ce monstre abominable : le Fascisme. Préparons-nous à organiser la vie économique, administrative et sociale du pays, dans toute sa complexité ; à prendre en main tous les rouages qui assurent l'existence de la collectivité.

La tâche que nous entreprenons est vaste et difficile. Elle n'est pas impossible. Elle doit être menée à bien. Elle le sera si tous les anti-autoritaires de ce pays répondent à notre appel, avec le ferme désir, jusqu'au bout, les sacrifices nécessaires : ceux qu'exige la lutte entreprise en Espagne et qui doit se continuer partout jusqu'au succès complet des travailleurs de tous les pays sur le capitalisme national et international représenté par le fascisme, doctrine de gouvernement de toutes les forces de réaction dans le monde.

Travailleurs ! Syndicalistes révolutionnaires, anarchistes de toutes écoles, rien ne doit plus vous diviser.

Opposez à l'ennemi de classe un bloc compact et indestructible.

Groupez-vous, serrez-vous autour du Comité, pour assurer la libération de nos frères d'Espagne ; pour assurer, aussi, votre propre salut ; pour vaincre ces deux maux qui déshonorent l'humanité : le Fascisme et la Guerre. Soyez prêts à tous les sacrifices !

A la guerre opposez la Révolution Sociale !

A bas le fascisme et tous les régimes autoritaires !

Vive la Révolution Espagnole !

Vive la Révolution Sociale Internationale !

LES DECLARATIONS  
DE JUAN HERNANDEZ

## Est-ce une manœuvre ou une sottise ?

Dans tous les cas, c'est une ignominie

C'est avec une surprise indignée que dans la presse bourgeoise du 7 août nous avons lu les déclarations prêtées au député communiste espagnol, Juan Hernandez, parlant à Madrid devant les représentants de la presse étrangère.

Résumons brièvement ces déclarations, car elles valent d'être retenues.

Tout d'abord Juan Hernandez a pris un soin particulier à affirmer que le mouvement actuel n'avait rien de social, mais qu'il ne s'agissait que d'une révolution démocratique-bourgeoise et de défense républicaine.

Cet Espagnol ferait, on le voit, un excellent communiste français.

Ne disputons pas aujourd'hui sur ce point. L'évolution des événements se chargera mieux que toutes les gloses des « explicationnaires » marxistes ou pseudo-marxistes de faire le point exact. Il est peu probable cependant que l'histoire obéisse aux injonctions du sieur Hernandez quand celui-ci décrète que le mouvement actuel ne sera pas un mouvement social.

Ceci, répétons-le, n'aurait pas autrement d'importance, car ces déclarations « apaisantes » pourraient s'expliquer par le souci politique de ne pas donner prise à l'exploitation par les fascistes de l'intervention des éléments révolutionnaires. Nos camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. eux-mêmes ont montré justement assez d'intelligence politique pour se cantonner — en principe — pour l'heure, sur le terrain de défense antifasciste.

Donc, jusque-là rien à dire. Mais où le nommé Hernandez va fort, c'est quand il tente, toujours sans doute pour rassurer les journalistes bourgeois, de salir et de calomnier les anarchistes.

Au moment où toute la presse ne tarit pas de commentaires sur l'héroïsme des camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. Juan Hernandez n'hésite pas à déclarer ceci :

« Quant aux anarchistes qui préfèrent l'arrière-garde à la ligne de feu, il ne faut pas y attacher d'importance. Leurs intentions ne sont pas très claires, mais le peuple espagnol et tous les organismes officiels se dresseront contre eux. »

L'humanité qui a senti la sottise et l'ignominie de ces déclarations hasardeuses le lendemain une explication embarrassée, sans nier cependant le propos, en disant que « notre camarade avait entendu désigner certains groupes anarchistes qui aiment mieux s'organiser, pour des fins douteuses, dans les villes que de rejoindre leurs compagnons au front. »

C'est là de l'hébreu... ou du russe. Et nous doutons que la C.N.T. et la F.A.I. se satisfassent d'« explications » pareilles, au moment où précisément la presse est pleine de récits d'actes d'intégrité accomplis par les affiliés de la C.N.T. et de la F.A.I.

Après avoir ainsi insulté nos camarades, Juan Hernandez passe à la menace :

« Nous ne voulons rien savoir des communistes libertaires, dit-il. Au lendemain du triomphe, ils seront mis à la raison. D'ici là, il nous est impossible de nous braver avec des éléments qui luttent à nos côtés. »

Autrement dit : « défendez-vous d'abord, après quoi on vous fera votre affaire. »

D'un ton papillard l'humanité déclare que sûrement « Hernandez n'a pas prononcé ces phrases, au moment même, ajoutée-elle, où la politique du Parti communiste multiplie les efforts fraternels à l'égard des anarchistes, lutte quotidiennement pour l'unité syndicale entre U.G.T. et C.N.T., et partage avec les militants anarcho-syndicalistes les périls de la bataille armée contre le fascisme. »

A ces explications insuffisantes, nous aurions préféré un démenti formel du nommé Juan Hernandez lui-même. Nous avons consulté l'Humanité avec soin et jusqu'à ce jour nous n'avons rien trouvé.

Pour nous, d'ailleurs, nous ne conservons guère de doute. Juan Hernandez a dû se laisser emporter par ses sentiments véritables... Il croit peut-être que les choses pourraient se passer ainsi qu'en Russie, à partir de l'affaire des marins de Cronstadt. Mais les anarchistes espagnols sont heureusement avertis...

Au surplus ce sont eux qui ont offert à leurs ex-adversaires des alliances révolutionnaires, ce sont eux qui les premiers sont descendus dans la rue à l'assaut du fascisme. Unis à tous les antifascistes sincères, ils sont assez puissants pour mépriser les outrages d'un Juan Hernandez et pour faire fi de ses ridicules menaces.

Si c'est une manœuvre pour dissocier les alliances révolutionnaires, elle échouera, car, maintenant, la preuve est faite : on ne voit pas comment en dehors des anarchistes les éléments du Front populaire, livrés à eux-mêmes, pourraient se tirer d'affaire...

Si c'est une sottise, elle est ignominieuse.

Dans les deux cas, on peut être sûr que nos amis espagnols sauront ramener l'irrigant et l'insulteur à la raison. — A. L.

CONTRE LES PROVOCATIONS  
HITLERO-MUSSOLINIENNES

Une note décisive du comité central  
des milices

Depuis le début de la rébellion fasciste, nos camarades ont été, comme on sait, en butte à toutes sortes de provocations des seides de Mussolini et d'Hitler, résidant en Espagne.

Le Gouvernement de Berlin a fait tout un incident du soi-disant assassinat de quatre Allemands en Catalogne. Or, l'enquête a révélé qu'il s'agissait, en réalité, de quatre bons camarades qui s'étaient engagés dans les milices antifascistes.

Cependant le comité des milices antifascistes, pour éviter de donner prise à des incidents provocateurs de cette nature, a pris la sage décision suivante :

« Les étrangers et notamment les Italiens et Allemands, devront nécessairement passer avant leur incorporation par un bureau spécialement créé à cet effet, le D.A.S. afin d'exercer sur eux le contrôle nécessaire de leur origine politique. »

TOUS MERCREDI 26 A WAGRAM  
Au meeting pour l'Espagne  
Un représentant de la C. N. T. et de la F. A. I. sera présent







# VOIR CLAIR

En voyant cette foule immense qui se pressait, dimanche dernier, sur les pelouses de Saint-Cloud, je songeais malgré moi à un autre rassemblement populaire : quelques mois avant la guerre, pour protester contre la loi de trois ans et désireuse d'écarter les dangers qu'elle sentait, comme aujourd'hui peser sur le monde, la même foule s'était portée sur la fameuse butte du Chapeau Rouge, au Pré-Saint-Gervais. Je me rappelle encore ces masses d'hommes, de femmes et d'enfants envahissant les quartiers du nord-est de Paris et coulant, comme un fleuve pacifique, vers le lieu de la concentration où des orateurs socialistes, parmi lesquels Jaurès, appelaient les ouvriers à résister à l'abrutissante psychologie de guerre qu'on s'efforçait de répandre parmi eux.

Mais à peine ces grandes voix s'étaient-elles éteintes, à peine ces milliers d'êtres avaient-ils regagné leurs foyers un peu moins angoissés, la guerre était là, balayant cette éloquence et ces espoirs, saisissant les hommes dans sa rude poigne et les conduisant au massacre.

Qu'advient-il de tous les discours qui ont été prononcés dimanche dernier ? Le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'ils ne répondent pas à toutes les questions que suggère une situation extrêmement troublée. Si l'on considère avec quelque raison que les événements d'Espagne ont notablement accru la tension internationale et qu'ils constituent même aujourd'hui un danger de guerre certain, on ne manquera pas de s'inquiéter de l'extraordinaire confusion dans la pensée des manifestants et du gouvernement de front populaire. Mais ce qui paraît plus grave encore, c'est la contradiction fondamentale dans l'attitude des uns et de l'autre vis-à-vis des événements d'Espagne.

Nous ne nous référons pas, ce disant, au discours de Léon Blum, qui aura gagné cette gageure, dans un moment où la révolution espagnole, pour lui donner son vrai nom, obsède tous les esprits, de n'y point faire la plus petite allusion. Nous nous en tenons à son attitude diplomatique qui consiste dans une affirmation de neutralité à l'égard du conflit qui dresse les rebelles contre le gouvernement de Madrid. On sait, par ailleurs, que le Quai d'Orsay se préoccupe, après avoir gagné l'Angleterre à ses vues, de rallier autour de cette formule les gouvernements de Berlin et de Rome qui n'ont pas encore répondu officiellement.

Nous posons la question : les milliers de manifestants de dimanche approuvent-ils cette politique ? Le désaccord est évident. Parmi les cris qui semblaient exprimer l'unanimité des sentiments de la foule parisienne, nous

relevons celui-ci, le plus impératif et le plus passionné : **des avions pour l'Espagne** ! par où s'exprimait son refus de souscrire à l'attitude de neutralité recommandée par le gouvernement français. Mais que penser d'un pareil plébiscite ? Et peut-on imaginer une plus sensible équivoque ?

J'entends bien que la note française ne doit pas être prise à la lettre. On nous en avertit plus ou moins officieusement. Pour le gouvernement français comme pour tout autre, il s'agit de jouer au plus malin, d'affecter une attitude de neutralité formelle, étant entendu qu'on se réserve en sous-main d'agir au mieux de son intérêt. La note diplomatique du Quai d'Orsay acceptée par les grandes puissances, rien n'empêchera la France d'aider le gouvernement de Madrid de la même façon que l'Italie et l'Allemagne travaillent pour les rebelles. Nous en sommes persuadés. Mais notre inquiétude ne s'évanouit pas pour autant. Nous adressant aux millions d'hommes de bonne volonté groupés dans le Front populaire, à ceux qui ne séparent pas le soutien de la Révolution espagnole du maintien de la paix, nous leur demandons : pensez-vous que cette paix puisse se fonder sur le triomphe de la duplicité et du mensonge ? Ces hommes se prétendent vos délégués au pouvoir ; ils déclarent n'avoir point d'autre pensée que la vôtre, d'autre politique que celle que vous leur avez dictée et les voilà qui retournent aux pires errements de la diplomatie, qui recourent aux mêmes manœuvres, aux mêmes clins d'yeux, aux mêmes restrictions mentales que leurs jumeaux précédents. Est-ce cela que vous avez voulu ? Le Quai d'Orsay est demeuré le mauvais lieu où opèrent les mêmes prostituées, nous voulons dire ces fonctionnaires sceptiques qui ont des traditions, c'est-à-dire du mensonge plein la bouche et qui se moquent de toi, peuple souverain.

Nous ne sommes pas de ceux qui prétendent que rien ne peut être tenté pour la paix tant que subsistera le régime capitaliste. Il est trop facile de ravalier tous les efforts et d'ajourner tous les espoirs. Nous pensons, au contraire, que l'organisation de la paix n'est pas impossible dès à présent à la condition toutefois qu'on se fonde pour construire, non dans les ruines comme semblent s'y complaire, par paresse d'esprit et par défiance du prolétariat, les politiciens du Front populaire, mais sur le terrain ferme de classe.

Au moment où ils utilisent la révolution espagnole pour multiplier les dangers de guerre, il est bon de le répéter : seule la classe ouvrière est capable de faire la paix.

LASHORTES.

## L'attitude de la F. A. I. devant les événements d'Espagne

Le Plénum des groupes locaux et régionaux de la F.A.I., qui eut lieu le 2 courant, reconnaît la nécessité impérieuse de maintenir le front de lutte antifasciste, considérant que l'ennemi commun, incarné dans le militarisme séditionnel, doit être écrasé avant tout.

Les anarchistes doivent continuer à faire partie des Comités antifascistes, en s'efforçant de les influencer pour conserver à la lutte son caractère viril et radical, et empêcher qu'elle profite à des combinaisons politiques dont le peuple, le lendemain, ferait tous les frais.

La faillite de l'économie bourgeoise et organisations ouvrières, en particulier la problématique des solutions nouvelles. Les organisations ouvrières, en particulier la C.N.T. et le mouvement anarchiste, doivent réaliser toute une œuvre de reconstruction économique, allant de la collectivisation jusqu'à la socialisation des terres, des mines et de l'industrie.

L'activité des anarchistes, par conséquent, doit s'étendre à toute la vie moderne. Ils doivent exercer une influence consciente et sans faiblesse.

En résumé, le Plénum déclare que l'œuvre révolutionnaire ne se réduit pas au simple choc violent avec les pouvoirs politiques et économiques, compromis par l'échec fasciste, mais qu'elle doit consister aussi à créer des organismes régulateurs de la production et de la consommation, à élever le niveau moral et technique des producteurs, et à instaurer un plan de reconstruction économique, apte à sauver l'Espagne du chaos dans lequel la plongée l'attentat fasciste et l'incapacité constructive de la démocratie bourgeoise.

**LA C. N. T. ET LE PROBLÈME DE LA DÉFENSE RÉVOLUTIONNAIRE**  
Des miliciens, oui ! Des soldats, non !

Le manque de clairvoyance politique du gouvernement madrilène a posé à l'organisation révolutionnaire un problème délicat à résoudre.

Les rues de Barcelone ont été envahies par les recrues des classes 33-34-35 qui, n'ayant aucune confiance dans les officiers et estimant libérés de la vieille conception militaire de l'encasernement, refusent de se rendre à leur corps. Nombre de ces jeunes vont s'inscrire aux milices, d'autres vont même partir tout de suite pour Saragosse. Pour exposer leur point de vue, ils organisèrent une vaste assemblée, réunissant 10.000 d'entre eux, au cours de laquelle ils votèrent l'ordre du jour suivant : « Nous ne refusons pas de remplir notre devoir civique et révolutionnaire. Nous voulons aller libérer nos frères de Saragosse. Nous voulons être miliciens de la

liberté, non des soldats sous l'uniforme. L'armée s'est avérée un danger pour le peuple ; seules les milices populaires protègent les libertés publiques. Miliciens, oui ! Combattants, oui ! Mais soldats, jamais ! » La C. N. T. a pris leur cause en mains auprès de Madrid et de la généralité catalane. Les déclarations desdites recrues se traduisirent d'ailleurs aussitôt en actes : des milliers vinrent spontanément se faire inscrire aux milices.

La C.N.T. a dit à ces jeunes recrues : « Puisqu'il ne s'agit pas de vous dérober à l'accomplissement d'un devoir, nous soutiendrons votre droit : Vous combattrez comme miliciens, non comme soldats. »

Nous voulons penser que les gouvernementaux espagnols ne leur refuseront pas ce droit. Il le faut.

La C.N.T. sait qu'en appelant les miliciens aux armes, aucun ne se dérobera, car la désertion dans la lutte serait trahison.

*Le camarade Odéon, qui est en Espagne depuis quelques jours, vient d'adresser, à notre ami Lecoq, une lettre dont nous extrayons ces passages :*

Je suis arrivé à Barcelone vendredi. J'ai trouvé Berthe et Maria. (Berthe était la compagne d'Ascaso, Maria était sa sœur). Leur peine est grande, mais elles montrent beaucoup de courage.

Ascaso est tombé près des casernes, pas très loin de l'hôtel où nous logions en 1931. Il a eu le crâne emporté. Durruti, Garcia Oliver, Jover étaient avec Ascaso. Après la prise de la caserne (la dernière qui restait à prendre, et Ascaso était à la tête de toutes les expéditions contre les bâtiments dans lesquels les rebelles s'étaient retranchés), les compagnons firent payer cher la mort du pauvre ami.

Le corps d'Ascaso est au cimetière de Montjuich. A la place où il fut tué, des fleurs, beaucoup de fleurs.

Je t'envoierai des nouvelles, ça me sera facile, puisque Garcia Oliver est le délégué à la guerre et c'est lui qui a entre les mains toute l'organisation des milices du front.

Durruti a la direction de la première colonne de Saragosse, et un nouveau d'Ascaso, la deuxième. Sur Saragosse marchent presque uniquement des anarcho-syndicalistes.

Jover est très actif et occupe un poste important. Je l'ai vu hier, il revenait de Madrid par avion.

Je pars demain, dimanche, pour le front, à Caspe.

## Le dernier carrefour

(Suite de la première page)

Rappeler ces faits, c'est mesurer les reculades successives de notre impérialisme qui, de toute évidence, et malgré ses déclarations solennelles, à Genève ou ailleurs, sur la sécurité collective, la paix indivisible et le respect des engagements internationaux, ne se jette pas dans l'impasse voulue par Staline (impasse dont on ne sort que par la guerre) et qui laisse la porte ouverte à un compromis, momentanément bien sûr, hypothétique peut-être, mais qui aurait pour nous cet avantage inappréciable de gagner du temps.

Il y a mieux. Voici deux semaines, *Paris-Soir* publiait à grand orchestre une interview de Schacht, contre l'autarchie, contre le troc, et où le dictateur de l'économie allemande suggérait que des accommodements économiques entre les grandes puissances pourraient arrêter la course aux armements et ranimer la civilisation en péril.

Quelques jours plus tard, M. Labeyrie, le nouveau directeur de la Banque de France « régénérée », s'en va à Berlin s'entretenir avec Schacht, et on nous annonce que Schacht lui rendra prochainement sa visite.

Le 31 juillet, à l'issue du débat sur la politique extérieure, Delbos, ministre des Affaires étrangères, déclare à la Chambre que « le gouvernement souhaite des conversations de plus en plus étendues dont aucun peuple ne sera exclu ».

Enfin dimanche dernier, Blum, à Saint-Cloud, mange le morceau. Tout en relançant les vieux couplets sur la S.D.N., l'indivisibilité de la paix et le respect des traités, il déclare notamment que « vouloir la paix, c'est vouloir un régime du monde qui garantisse à chaque nation, en même temps que le droit de durer, la faculté de travailler et de nourrir les personnes humaines qui la composent ». Et surtout, il conclut, reprenant à son compte la proposition faite par Lansbury, cet hiver, à la Chambre des communes : « Il dépend de nous d'introduire un commencement d'ordre dans la répartition des matières premières et des débouchés, dans l'échange des produits, dans la distribution démographique et la migration des peuples. »

Nous ne sommes pas, on le pense bien, dans le secret des dieux, mais, devant ce faisceau de faits, nous ne pouvons nous empêcher de penser que tout semble actuellement se passer comme si le gouvernement Blum, tout en maintenant la façade traditionnelle de la politique impérialiste française, envisageait de lâcher en douceur l'antirevisionnisme du Quai d'Orsay pour une politique plus ou moins sincère, plus ou moins utopique d'accommodement franco-allemand.

Blum est-il sincère ? Ou bien ne fait-il que chercher en politique extérieure un succès de prestige « pacifiste » qui compenserait l'échec inévitable que lui préparait, en politique intérieure, la hausse des prix et la croissance du chômage ?

Est-il décidé à lâcher le gouvernement anglais et à se rapprocher de l'Allemagne une part du butin de 1918 et à desserrer les liens dans lesquels étouffe l'Europe centrale et orientale ?

Hitler veut-il vraiment un compromis ? Dans l'affirmative enfin, Staline qui se sait incapable de résister à la fois au Japon et à l'Allemagne, si l'Allemagne n'est pas accrochée par la France en Occident, laissera-t-il déchirer ainsi la funeste trame franco-soviétique ?

A cet égard la création provocatrice du Front des Français, jointe à la récente attaque de Thorez contre le gouvernement Blum et à la riposte énigmatique du *Populaire* — tous événements qui donnent à penser dans le sens où nous écrivons — ne sembleraient pas l'indiquer.

Mais il est temps de conclure. La Conférence internationale de cet automne, sera-t-elle autre chose qu'une réédition des paroles, aussi vaines qu'hypocrites, qu'ont été ses devancières ?

C'est là présentement toute la question. En l'état lamentable (en matière internationale) du mouvement ouvrier français, la dite conférence est la seule chance qui s'offre de sauvegarder la Paix à titre immédiat.

Si elle n'est qu'une comédie ou si le gouvernement Blum cède une fois de plus au chantage et aux provocations soviétiques appuyées par nos réactionnaires les plus classiques, la politique meurtrière de Barthou, d'Herriot et de Staline reprendra tous ses droits. Ce sera, cette fois sans recours, le « bloc des nations pacifiques » contre le « fascisme fauteur de guerre », l'encerclement de l'Allemagne, le surarmement et, à la première occasion, la guerre.

Sur le chemin de l'abattoir, Blum est au carrefour, au dernier carrefour.

BERAT.

## La lutte à outrance contre le facisme

La position de la G.N.T. devant le nouveau gouvernement catalan

La crise ouverte vendredi a été vite résolue : Companys a délégué ses fonctions exécutives au président du parlement catalan. Les déclarations du nouveau gouvernement éclairaient la constitution. L'objectif de la nouvelle équipe ministérielle est la lutte à outrance contre le facisme. L'entrée de représentants d'un parti ouvrier dans le gouvernement donne à celui-ci une expression de radicalisme. Mais il est difficile de comprendre pourquoi les représentants de l'Action catalane et du parti nationaliste républicain y figurent encore.

Le nouveau gouvernement, formé par Juan Casanovas, ne répond pas aux nécessités présentes : la classe ouvrière, en armes, a pourtant exprimé clairement ce qu'elle voulait !

La période actuelle est une ascension révolutionnaire, à caractéristiques aiguës. Quel rôle ont alors à jouer les conservateurs dans le gouvernement ?

Nous ne voulons pas créer de difficultés dans le moment où nous vivons. Le temps nous permettra des critiques plus approfondies. La mission présente est de combattre le facisme, d'épurer la police et toutes institutions armées, ou continuent à se dissimuler des éléments fascistes.

Voilà les tâches immédiates du nouveau gouvernement.

## L'ENQUÊTE DU LIBERTAIRE

Nous prions les camarades qui répondent à l'enquête si opportunément suggérée par notre ami Sébastien Faure, d'être aussi brefs que possible et de se limiter aux questions posées. Le format du *Libertaire* doit nous contraindre à nous serrer un peu pour faire de la place à tous.

Les questions posées sont extrêmement claires et ne peuvent servir de prétexte à manifester un choix exclusif entre telle ou telle centrale sans risquer de réveiller des débats et des polémiques que nous nous sommes toujours efforcés au *Libertaire* à éliminer.

Rappelons donc — ce ne sera pas inutile — le thème général de l'enquête défini par Sébastien lui-même et les questions posées :

- 1° En liaison avec le vaste mouvement gréviste auquel vient de participer la presque totalité des corporations ouvrières et consécutivement à ce mouvement, le nombre des travailleurs que, depuis leur fondation, la C.G.T. et la C.G.T.U., aujourd'hui fusionnées, avaient péniblement et lentement groupés, a, brusquement, en moins d'un mois, doublé ou triplé :
- 2° Que peut-on raisonnablement en espérer ?
- 3° Que peut-on équitablement en redouter ?
- En conclusion : est-ce un bien ou un mal ?

\*\*\*

L. DAURAT

Pas d'opposition entre le nombre et la qualité

Il serait souhaitable qu'on ne s'éternise pas dans les milieux anars sur les controverses métaphysiques entre partisans du nombre et partisans de la qualité.

Dans le domaine spirituel l'opposition existe, mais c'est une affaire de curés.

Dans le domaine social, il ne semble pas qu'on puisse séparer les deux choses.

Dans le domaine révolutionnaire, une masse ne compte, évidemment que par sa qualité révolutionnaire.

La qualité révolutionnaire est sujette à des appréciations diverses.

Sous peine de fausser le principe démocratique, il ne faut pas qu'il y ait opposition entre le nombre et la qualité.

Si nous nions la mission des chefs je ne vois pas qu'on puisse la réintroduire par la petite porte des élites.

Pour ma part, puisqu'il est permis de donner une appréciation personnelle, je répondrai que je suis pour la masse contre des élites qui ont si bonne conscience de leur valeur et si grand souci de la circonscrire.

\*\*

Tout le raisonnement peut être appliqué à l'organisation syndicale. Si les élites ont peur de se diluer en nous rejoignant, je crains pour ma part qu'elles se paralysent en s'isolant.

La C. G. T. le nombre des adhérents a rendu possible tous les espoirs, tous les échecs.

Nous sommes devant une masse dont nous ne connaissons pas la structure.

Même réformiste, l'organisation syndicale est un terrain que ses statuts et son passé rendent favorable aux anarchistes.

La multiplication des effectifs a placé d'autre part la direction réformiste devant un élément nouveau qui n'est pas plus ouvert à son influence qu'à la nôtre.

On peut redouter que cette masse en l'absence d'une agitation révolutionnaire de l'élite se cantonne dans un réformisme qui prépare tous les échecs.

\*\*\*

LE GROUPE DE CLICHY

En effet, force numérique imposante, mais à la remorque des politiciens.

Certes, on ne peut nier que ce vaste mouvement de grèves lui magnifie, non pas seulement pour la spontanéité avec lequel il s'est déclenché, mais aussi surtout par les méthodes d'action directe employées contre le patronat. Vraiment il y a bien longtemps que les ouvriers n'avaient pas montré une telle volonté, une telle persévérance pour arracher de meilleures conditions de vie.

Cette première impression mise à part, maintenant que l'enthousiasme se refroidit, hélas ! il est nécessaire de chercher à connaître les conséquences de ce vaste recrutement. Ces millions de nouveaux cotisants que vont-ils devenir demain ?

Ceux qui ont vécu les grèves, et beaucoup d'entre nous ont été bien placés pour voir de la façon dont elles se sont déroulées, ont pu juger que dans de nombreuses usines de la R.P. le syndicalisme a joué un rôle bien effacé, mais, par contre, les politiciens n'ont pas fait défaut.

Elles sont bien rares les usines qui n'ont pas reçu la visite du député de la circonscription, au maire de la localité et de conseillers municipaux lesquels, sous prétexte de ravitaillement, de conseils à donner (sic) trouvaient toujours le moyen de s'infiltrer dans l'usine, accompagnés des délégués devant la direction, et même intervenant dans la discussion. Cela doit faire réfléchir les militants syndicalistes sérieux et leur faire comprendre que cette manœuvre avait pour but de priver la direction du mouvement et faire de la victoire que les grévistes devaient obligatoirement remporter, celle du Front Populaire, ou plus exactement celle du parti politique qu'ils représentaient. Et malheureusement, il est peut-être regrettable de le dire, mais ils ont réussi.

La majorité des ouvriers ont la ferme conviction aujourd'hui que c'est cette manœuvre qui a fait de la victoire que les grévistes devaient obligatoirement remporter, celle du Front Populaire, ou plus exactement celle du parti politique qu'ils représentaient. Et malheureusement, il est peut-être regrettable de le dire, mais ils ont réussi. La majorité des ouvriers ont la ferme conviction aujourd'hui que c'est cette manœuvre qui a fait de la victoire que les grévistes devaient obligatoirement remporter, celle du Front Populaire, ou plus exactement celle du parti politique qu'ils représentaient. Et malheureusement, il est peut-être regrettable de le dire, mais ils ont réussi.

Actuellement, le bureau confédéral, contrairement aux résolutions du congrès de Toulouse concernant l'indépendance syndicale a lié son sort à celui du gouvernement ; il a approuvé les déclarations de Salengro pour faire évacuer les usines, il a également freiné les grèves, et chose monstrueuse, sous prétexte d'abattre le facisme, il est prêt, comme en 1914, à entraîner le prolétariat dans une nouvelle boucherie mondiale. (Lire compte rendu congrès de la F.S.I.). Et ces faits écourent ne révoltent pas la majorité de ceux qui sont organisés à cette centrale syndicale. Leur silence nous force à croire qu'ils approuvent une telle position, on peut même dire que c'est de la complicité.

Et ces syndicalistes sincères qui sont encore à la C.G.T. (il y en a) ont la prétention de mener cette organisation sur son véritable terrain de la lutte de classes, lui faire reprendre la voie du syndicalisme d'avant-guerre des Pelloutier, Grihuel et Pouget.

Bien naïfs les camarades qui croient pouvoir faire un tel travail de redressement car il était parfois bien difficile à la C.G.T., au temps où l'unité n'était pas encore réalisée, de se faire entendre, et pourtant il y avait un certain respect de la démocratie syndicale, mais maintenant que les moscovitaires ont rejoint leurs frères ennemis d'hier, que va-t-il en résulter ? Il est à craindre qu'il sera totalement impossible à un nouveau révolutionnaire de se former, de montrer trop ouvertement son désaccord avec la direction confédérale, sans s'exposer aux exclusions. Et tout de même il y a une expérience assez récente, nous la connaissons. Qu'est-elle devenue cette motion contre la guerre déposée par Bisio, des correcteurs au congrès de Toulouse et signée par une centaine de syndicats. C'était

une minorité assez importante pour qu'elle soit prise en considération, n'empêche que la motion n'a jamais été discutée par la C.A.

Pour conclure cet exposé, nous disons qu'il est préférable de trouver un petit nombre de militants syndicalistes révolutionnaires qui savent ce qu'ils veulent dans une organisation qui répond à leurs aspirations ; qu'un effectif imposant d'inconscients qui ont une carte syndicale la plupart par obligation, et qui ne connaissent jamais les buts du syndicalisme. De ces derniers on peut redouter le pire. L'expérience des pays où le facisme s'est instauré notamment en Allemagne, nous donne une sévère leçon. Donc, entre la quantité et la qualité nous choisissons cette dernière.

\*\*\*

LAMANDA

Dans l'accroissement des effectifs de la C.G.T. il faut considérer que :

1° Un certain nombre de nouveaux venus au mouvement syndical, simplement par intérêt, repartiront à la première occasion comme ils sont venus.

Effectif inutile, sans conscience de classe.

2° Beaucoup des nouveaux syndiqués ont pris, à la suite des luttes de ces dernières semaines, conscience de leur force et voient dans l'action syndicale le préluce d'horizons nouveaux.

Parmi ceux-ci un noyau de révolutionnaires intéressants.

Est-ce un bien. Est-ce un mal ?

C'est un mal si ces masses neuves suivent aveuglément les dirigeants actuels. C'est peut-être un bien, si un mouvement révolutionnaire organisé à l'intérieur de chaque syndicat les détache de l'emprise de leurs chefs et par une action inlassable d'éducation, fait accepter les mots d'ordre libertaire.

\*\*\*

LOUIS VIGUE

Travailler à recréer dans les syndicats l'influence anarcho-syndicaliste

Où, c'est un bien, l'afflux de syndiqués à la C. G. T., car malgré tout ce ne sont plus des inorganisés, ils ont rejoint un bloc, ils ont par ce fait créé une force plus grande, mais c'est à nous de les éduquer, de leur faire voir où est la vérité. Je ne suis pas d'accord avec Perinella, que nous importent l'influence des communistes ou socialistes, c'est à nous de lutter, je vais vous donner des faits. Je suis trésorier général à Peugeot Garenne, une boîte qui occupe 1.500 ouvriers, j'ai ma carte à la C. G. T., je fais partie en ma qualité de trésorier du bureau de la section syndicale, dont le secrétaire est un communiste, s'il avait pu éviter ma participation, il l'aurait fait, je dois vous dire qu'il y a déjà des mécontents parmi les nouveaux adhérents, ils trouvent avec juste raison que les directives du syndicat unifié ne sont pas assez énergiques, il y a trop de tolérance vis-à-vis du patronat. Pourquoi ? en raisonnant un peu les copains comprennent que la C. G. T. est sous l'influence de partis politiques. Eh bien ! notre devoir à nous, anars, c'est de lutter contre toute atteinte à l'intérêt des ouvriers et de créer parmi ceux qui voient clair l'anarcho-syndicalisme.

Les « Individualistes d'action »

de la REVUE ANARCHISTE et les événements espagnols

Au sujet des événements d'Espagne, les animateurs de la REVUE ANARCHISTE tiennent à faire les déclarations suivantes :

1° Les camarades de la « Revue Anarchiste » représentent un courant bien tranché, mais répandu, qui a fortement sa raison d'être ; un courant ayant une influence importante dans certains milieux anarchistes ou sympathisants et trouvant de nombreux échos : la tendance des individualistes d'action.

2° Tout en souhaitant vivement, du point de vue social, un avenir meilleur, ils sont assez sceptiques quant à la partie constructive, quant à la réalisation d'une société qui puisse leur donner satisfaction.

3° Mais, sur le plan de la défense, ils considèrent qu'il n'y a pas possibilité, en les circonstances actuelles — de se tenir en marge ; il faut prendre nettement position, il faut choisir : être avec les uns ou avec les autres. C'est pourquoi, défendant leur peau et leur liberté, ils affirment être entièrement du côté des révolutionnaires — certains amis de la REVUE ANARCHISTE et de ses thèses étant d'ailleurs depuis les premiers jours au cœur du mouvement pour contribuer — selon leurs forces ou leurs capacités — à abattre le facisme espagnol.

4° Ils souhaitent, en France, un groupement de tous les efforts la formation d'un comité de coordination et offrent leur appui total pour aider les antifascistes espagnols.

Ils adressent, enfin, un salut fraternel, en particulier aux compagnons de la C.N.T. et de la F.A.I., et en général à tout le prolétariat espagnol dressé contre ses exploitateurs les plus féroces.

Les animateurs de la REVUE ANARCHISTE.

**GROUPE D'ANTONY**  
**GRANDE REUNION PUBLIQUE**  
Mercredi 19 Août, à 20 h. 30, 76, avenue d'Orléans, Salle Camille.

Sujet traité :  
Les événements d'Espagne  
Orateurs :  
BERGER, RINGEAS, FREMONT.

**CAMARADES**  
**DE LA REGION PARISIENNE**  
Retenez votre soirée  
du samedi 22 août, à 20 h. 30  
12, rue Dupetit-Thouars  
(Métro : Temple)

pour assister à la  
**GRANDE ASSEMBLEE**  
**D'INFORMATION**

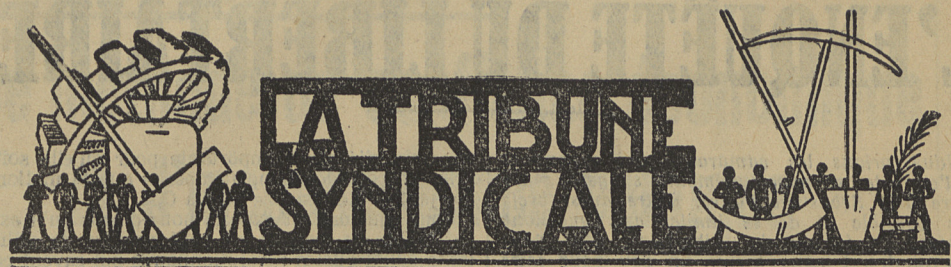
**SUR**  
**LES EVENEMENTS**  
**D'ESPAGNE**  
**ORATEURS**  
**DE L'UNION ANARCHISTE**

**POUR L'ESPAGNE**  
**TOUS MERCREDI 26 A WAGRAM**

Abonnements au "Libertaire"			
FRANCE		ETRANGER	
52 Nos	22 fr.	52 Nos	30 fr.
26 Nos	11 fr.	26 Nos	15 fr.
13 Nos	5 fr. 50	13 Nos	7 fr. 50

Chèque postal : N. Faucher, Paris 508.00  
29, rue Plat, Paris (10e)





## Gare aux désillusions !

Les milieux ouvriers vivent actuellement sous l'impression du désappointement causé par le peu de résultats réels acquis à la suite de la vague des grèves. Dans la réalité, les patrons, sans contester les accords signés par crainte de la pression ouvrière, y répondent en commençant par réduire le personnel sous prétexte de manque de besogne. Les statistiques accusent une augmentation du chômage en pleine période estivale, tandis que les causes saisonnières devraient au contraire agir en sens inverse, en sont une preuve évidente. Les renvois se pratiquent surtout chez les patrons petits et moyens ; mais, dès maintenant, la menace qui plane sous forme de licenciement de 3.000 chauffeurs de taxis, montre que cette mesure va bientôt être appliquée en grand. En général, les symptômes signalent la préparation de la contre-offensive patronale sont nombreux. Le changement de nom de l'organisation patronale est déjà à lui seul significatif ; celle-ci, qui se camouflait derrière la désignation de la Confédération Générale de la Production Française, abandonne résolument ce nom lui paraissant trop paisible pour aborder résolument l'étiquette de Patronat français. Immédiatement, son changement d'attitude se marque dans les faits : les menisiers et les métallurgistes ont déjà dû discuter dans de vastes assemblées le sabotage que l'ensemble des patrons pratiquent envers les accords conclus.

Mais la protestation ouvrière est singulièrement modérée. Certes, à la base, le mécontentement grandit ; mais les directions freinent, car elles ont d'autres soucis ; comme toujours, l'influence corruptrice de la politique empoisonne l'activité syndicale. Les dirigeants sympathisants au parti socialiste craignent de gêner le gouvernement Blum et d'entraver la marche de son « expérience » ; les chefs communistes et communistes sont entièrement pris par les directives staliniennes visant surtout à réaliser le « Front des Français », attachés à la création d'une Union Sacrée en vue de la guerre qui menace, et au cours de laquelle il faudra assurer à tout prix une bonne aide au gouvernement russe.

Ce n'est pas avec un pareil état d'esprit que l'on peut hardiment, avec audace, défendre, réaliser, consolider ce que la vague des grèves avait imposé. Dans le domaine de la formation, de l'éducation de centaines de milliers de nouveaux syndiqués, rien ou presque rien ne se fait. Une grosse partie des fonds syndicaux s'en va vers les Bons du Trésor ; les « riches » ne paient guère, et ce sont les caisses syndicales

qui s'attendent à assurer le succès de l'emprunt Aurio. Ramadier et Frachon rivalisent dans la propagande pour exciter les ouvriers à augmenter la production ; le premier, dans son discours à Louches, pousse les mineurs à augmenter le rendement, afin « de permettre l'organisation du marché charbonnier » ; Frachon, lui, utilisant l'influence des délégués d'atelier communistes, prêche le maintien de la cadence abrutissante aux métallurgistes de chez Renault et Citroën, pour ne pas fournir aux patrons de prétexte de rupture des accords collectifs. Rien n'est aussi écoeuvrant que ces coups de fouet cinglant les victimes du travail « rationnel » à l'extrême, quand on connaît les mœurs de la bonzocratie organisant des souscriptions ouvrières pour se faire offrir des automobiles augmentant le confort de leur besogne.

Les éléments minoritaires se taisent ; les camarades libertaires pris entièrement par le souci du soutien aux camarades espagnols, négligent trop la situation en France ; les syndicalistes, dégoûtés par la confiance que des éléments ouvriers ignorants accordent à la démagogie national-communiste, fatigués par la lutte incessante menée depuis des années, sont découragés et lassés. Pourtant, ce n'est guère le moment de jeter le manche après la cognée. La masse qui a afflué vers les syndicats et qui ne trouve pas la réalisation de ses espoirs, ni au point de vue éducation, ni en tant qu'action, va commencer par grogner ; ensuite, elle ira vers le désenchantement, l'apathie, l'indifférence, et alors gare à la démagogie fasciste qui, immanquablement, tentera d'utiliser cette désillusion.

Certes, cette marche des événements n'est pas absolument inéluctable. Mais il n'y a pas un moment à perdre, si l'on veut orienter le mécontentement ouvrier dans sa voie naturelle : celle de la lutte des classes. Les ouvriers anarchistes ne doivent pas se limiter aux cadres étroits de leurs groupes ; c'est vers les assemblées générales, vers les interventions continues et systématiques dans leurs syndicats, vers la lutte dans les comités des sections d'entreprises, secourant l'apathie et les préjugés routiniers des masses, vers la collaboration vigilante autour des secrétaires syndicaux, vers une opposition vivante, active, réelle dans les ateliers, reflet du mécontentement instinctif et sain du prolétariat, que doit s'orienter l'activité libertaire.

L. N.

## Propos d'éducateurs

Le Congrès national des Instituteurs prend chaque année une place toujours plus marquante dans l'actualité sociale.

C'est sans doute parce qu'au cours de ces dernières années, ils ont signifié dans des résolutions sans équivoque leur volonté de se placer au premier rang de la croisade contre la guerre.

Et les bellicistes de toutes nuances n'ignorent pas l'influence prépondérante que peuvent exercer sur les jeunes cerveaux ces fils de prolétaires ceux qu'ils ont commis au rôle d'éducateurs.

Cette année, comme les précédentes, les instituteurs ne nous ont pas déçus.

La résolution adoptée contre la guerre, que nous avons publiée la semaine dernière, contient des passages repudiant résolument la nouvelle Union sacrée et proclamant la nécessité de la grève générale pour sauvegarder la paix.

C'est là une attitude qui nous console un peu des récentes déconvenues pro-guerristes des Citrine et autres Jouxhaux à la conférence de Londres et qui nous permet d'espérer que nous serons nombreux à refuser notre concours au grand crime qui se prépare.

Les débats qui eurent lieu à cette occasion éclairèrent d'ailleurs la pensée des instituteurs sur ce problème plus que jamais d'actualité.

La résolution adoptée contre la guerre, que nous avons publiée la semaine dernière, contient des passages repudiant résolument la nouvelle Union sacrée et proclamant la nécessité de la grève générale pour sauvegarder la paix.

C'est là une attitude qui nous console un peu des récentes déconvenues pro-guerristes des Citrine et autres Jouxhaux à la conférence de Londres et qui nous permet d'espérer que nous serons nombreux à refuser notre concours au grand crime qui se prépare.

Les débats qui eurent lieu à cette occasion éclairèrent d'ailleurs la pensée des instituteurs sur ce problème plus que jamais d'actualité.

La résolution adoptée contre la guerre, que nous avons publiée la semaine dernière, contient des passages repudiant résolument la nouvelle Union sacrée et proclamant la nécessité de la grève générale pour sauvegarder la paix.

C'est là une attitude qui nous console un peu des récentes déconvenues pro-guerristes des Citrine et autres Jouxhaux à la conférence de Londres et qui nous permet d'espérer que nous serons nombreux à refuser notre concours au grand crime qui se prépare.

Les débats qui eurent lieu à cette occasion éclairèrent d'ailleurs la pensée des instituteurs sur ce problème plus que jamais d'actualité.

La résolution adoptée contre la guerre, que nous avons publiée la semaine dernière, contient des passages repudiant résolument la nouvelle Union sacrée et proclamant la nécessité de la grève générale pour sauvegarder la paix.

C'est là une attitude qui nous console un peu des récentes déconvenues pro-guerristes des Citrine et autres Jouxhaux à la conférence de Londres et qui nous permet d'espérer que nous serons nombreux à refuser notre concours au grand crime qui se prépare.

la bonne voie et, malgré certaines réserves que nous nous abstenons de formuler pour aujourd'hui, nous pensons qu'ils ne s'en tiendront pas là.

En effet, la besogne s'annonce rude pour eux en ces temps d'abdication patriarcale. Et sans doute n'ignorent-ils pas que la commission de l'Armée de la Chambre des députés, dont un certain Gitiou, député nco, est le vice-président, a envisagé dernièrement de demander qu'il soit consacré deux heures par jour à la préparation technique et morale des gosses à la défense nationale.

C'est une raison de plus pour eux d'être vigilants... Bon courage camarades !

### NE SOYEZ PAS PLUS LEGALISTE QUE LE PATRON !

Le Syndicat peut dans son sein avoir des tendances différentes, mais il y a des limites dangereuses que l'on ne saurait atteindre sans danger.

C'est pourquoi nous mettons en garde les travailleurs contre les faits dont le petit papier reproduit ci-dessous donne un spécimen.

Il est extrait du *Réveil Syndical*, premier numéro au 1<sup>er</sup> juillet 1936. Edité par la Section Gnome et Rhône de Genève. Le voici :

#### L'EXEMPLE A SUIVRE

Un gars de la moto s'était cru autorisé à sortir pour ses besoins personnels certains outils. Démasqué par les gardiens et conduit à la direction, celle-ci proposait le renvoi ou la mise à pied, prétendant qu'il n'y avait pas encore eu d'incident.

Les ouvriers, consultés, ont voté à l'unanimité le renvoi pur et simple. Ceci à titre d'exemple pour les vols qui pourraient se produire ultérieurement.

Il y a là un excès de zèle policier qui touche à la flagornerie la plus basse envers les autorités supérieures. Ne confondez pas, camarades, discipline et répression et ne soyez pas plus légalistes que vos patrons eux-mêmes. Ils ne vous en sauraient d'ailleurs aucun gré, soyez-en sûrs.

P.-S. — Comme je disais à un des délégués de chez Gnome que je publiais quelques réflexions sur ces lignes, il fut impératif pour me demander de signer ce papier. J'ai compris, il pense, sans doute, me faire traduire devant un Conseil de guerre... duquel il est plus facile d'obtenir un jugement sommaire contre un camarade d'atelier que contre celui d'un de nos maîtres.

Pierre STENGER.

#### A SAINT-OUEN CHEZ LAVALETTE

#### POUR LE PEUPLE ESPAGNOL

Les ouvriers et ouvrières de l'usine Lavalette, avenue Michelet, à Saint-Ouen, qui furent parmi les premiers qui se lancèrent dans la lutte pour l'obtention d'un peu plus de bien-être et de liberté, fortement organisés au point de vue syndical, viennent de prouver que pour eux le mot « solidarité » a un sens précis.

La collecte organisée en faveur du peuple espagnol a produit la somme de 2.014 francs (deux mille quatorze francs).

Voilà un exemple à imiter.

N. JULOT.

## LA VOIX DE PROVINCE

### TOULOUSE

Une série de réunions en faveur de l'Espagne Pour rompre le silence de la presse régionale toulousaine qui semble ignorer ou qui déforme systématiquement l'action de la C.N.T. et de la A.I.L., une série de réunions a été organisée dans la région avec le concours du camarade Huard.

Le 4 nous étions à Empalot où, à la Salle de la Coopérative, 250 personnes étaient venues entendre les orateurs. Aucune contradiction ne se manifesta. Une collecte à la sortie rapporta 101 fr. 50.

Le 7, à l'avenue de Muret, 200 auditeurs étaient rassemblés pour entendre Huard, et le camarade Martin, des Jeunesses syndicalistes révolutionnaires.

Le 8, au quartier de Mouscoux, là encore succès total et salle pleine. Dans toutes ces localités, des comités de secours pour l'Espagne furent formés.

La semaine prochaine verra le développement de cette action qui s'est avérée fort efficace pour la propagande en faveur de l'Espagne révolutionnaire.

### TOULON

#### COMITE DE DEFENSE DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Le meeting organisé le 6 courant, à 18 h., sur les terrasses de la Porte Castignau, a obtenu un immense succès.

Plus de 2.000 camarades ont répondu présent aux appels lancés par affiches, tracts et dans le *Petit Var*, que nous avons remercié.

Le *Petit Provençal* s'est couragement dévoué. Ses lecteurs devront s'en souvenir.

Un camarade du parti S.F.I.O. a brossé le tableau de la situation du coffre-fort, du sabre et du goupillon, unis pour combattre le Front Populaire d'Espagne, et qui se préparent à en faire autant en France.

Ensuite, un des délégués revenant d'Espagne a longuement exposé ce qu'il a vu et entendu pendant son séjour en Espagne et plus particulièrement à Barcelone. Il communiqua aux auditeurs les détails de l'Espagne attendent de nous pour les aider, par tous les moyens, à détruire totalement le Fascisme chez eux.

Puis le camarade Michaud, de la Fédération Communiste-Libertaire du Var développa l'ampleur de la lutte que le Fascisme mondial va déclencher pour essayer de s'installer partout. Il appela aux énergies éparses qui doivent se grouper en un bloc solide si les peuples veulent réaliser la Révolution sociale émancipatrice.

Nos quêtes et nos quêtes repurent de tous un accueil fraternel puisque le montant de la collecte a réalisé la somme de 512 fr. 95.

Nos plus sincères remerciements sont adressés à tous : orateurs, auditeurs et organisateurs, qui ont été si rigoureux dans les meetings organisés sous les auspices de la Fédération Communiste-Libertaire du Var et des groupements anarchistes français, italiens et espagnols du département et rendez-vous pour les prochains rassemblements, soit en ville, soit dans les centres, pour coordonner les efforts de tous les antifascistes de Toulon et de ses environs.

Le Secrétaire général : GABRIEL.

Les camarades et sympathisants sont avisés qu'une permanence fonctionnera tous les soirs, de 18 h. à 19 h. 30, au n° 14 de la rue Nicolas Laugier, 2<sup>e</sup> étage, à Toulon.

La réunion du groupe Jeunesse Libre aura lieu tous les samedis soir à 20 h. 30, à la même adresse.

On y trouvera Le Libertaire, La Voix Libertaire, Terre Libre, le Combat Syndicaliste, ainsi que des journaux en langue italienne et toutes brochures. La bibliothèque est à la disposition de tous les visiteurs. La permanence sera aussi ouverte tous les dimanches matins de 10 h. à 12 heures.

### AIMARGUES

Le Comité Eliaçin Vézian a reçu les sommes suivantes : Gallargues, 100 ; Perrier, 2 ; Jacquer, Groupe Libertaire de Montpellier, 40 ; Joseph Briand, 130 ; Balade champêtre au Vidourle, 40 ; Total, 315.

Dépenses, 65 ; Resté net, 254. En caisse : 955,50. Total, 1.209,50.

Envoyer les fonds au trésorier du Groupe Libertaire : Chatellier Abel, Grande-Rue à Aimargues, Gard.

### PERIGUEUX

Parce qu'un journal local a dit quelques vérités sur l'homme Laxaud, manitou des jeunes communistes de Périgueux, celui-ci n'a eu d'autre ressource que d'aller plaider sa cause devant la justice bourgeoise, laquelle condamna à 100 francs d'amende de dommages-intérêts le camarade Gabriel Colas.

Voilà des gens qui posent en révolutionnaires, c'est-à-dire en destructeurs du régime capitaliste, qui ont un journal pour se défendre et se disculper, et qui préfèrent cependant aller pleurnicher devant une « justice » qui leur démontre toujours que le prolétariat n'a rien de bon à attendre ! Il est vrai que, devenus superpatriotes, les disciples de Staline ne regardent pas de si près.

Depuis que la *Marseillaise* et le drapeau tricolore sont devenus chers, ils ne se désolent pas davantage en allant sur les orielles des juges bourgeois. Laxaud — étoile filante — n'est pas le premier et ne sera pas le dernier des ramollis de la III<sup>e</sup> qui trahiraient leur classe pour sauver leur « honneur » meurtri.

En voilà pour un.

Maintenant nous allons parler d'un citoyen, qui ne vaut pas plus cher : le doriotiste Lacombe Pierre. Cet exclu du parti communiste ex-révoqué de la mairie, cet devoir se venger en fondant le journal en question : *La Little Révolutionnaire*, mais son courage, comme sa conscience lui faisant totalement défaut, il se mit à la recherche d'un gérant qui veuille bien prendre sur sa responsabilité les conséquences de son acte et de son devoir. Il s'avisait, sous le prétexte de tendre une main secourable à Colas qui crevait de faim sur le pavé de Périgueux, de faire accepter à l'ancien pensionnaire de Biribi la gérance de son torchon.

Ces jours-ci, Colas fut condamné en correctionnelle pour avoir diffamé Laxaud, Lacombe lui la frousse et nouvellement réintégré à la mairie, appointés aujourd'hui à 1.200 francs par mois, il jugea prudent de cesser toute fréquentation avec Colas, ne s'inquiétant si sa victime avait de quoi manger et dormir.

Et depuis, Colas qui s'aperçoit enfin qu'il a servi sans le vouloir de domestique à ce triste individu, n'a plus d'autre ressource que de se servir de plus à sa ceinture quand son estomac lui rappelle qu'il faut manger. Pourtant, Lacombe devrait se rappeler qu'il fut un temps, où il endura lui-même, après avoir été révoqué de la Mairie, les tiraillements de la faim.

Il était peu reluisant à ce moment-là. Il errait sans arrêt dans les rues de la ville en quête d'un morceau de pain, et portant des chaussures percées.

Puis, un beau jour vint sa réintégration. Du coup, le naturel de Lacombe reprit le dessus. Il se nippa, acheta une auto, répudia ses amis de l'époque misérable, voulant oublier qu'il avait pendant plus d'un an cessé de ressembler à un bourgeois... Il oubliera même de venir trouver ceux qui, pendant près de six mois, lui avait assuré la planche. Et il fallut forcer ses souvenirs pour qu'il daigne reconnaître qu'il devait quand même payer une partie seulement.

Voilà comment agit le moraliste Lacombe. Tous les camarades qui luttèrent pour lui le fuient comme la peste. Il ne trouve plus de sympathies que parmi ceux qui ont trahi le prolétariat. Reconnaissons qu'il est ici à sa place.

Germinal.

## PARIS-BANLIEUE

### DANS LE XIII<sup>e</sup>

#### Une victoire qui nous revient

Les Stanilènes du 13<sup>e</sup> arrondissement, comme c'est leur habitude, ne vont pas manquer de prendre à leur compte le profit d'une victoire qui est en réalité le couronnement d'une lutte que nous n'eûmes pas la leur, mais bien au contraire la nôtre à nous anarchistes.

Il est nécessaire que les camarades chômeurs du 13<sup>e</sup> et de Paris en général sachent la vérité, c'est bien le traître Péra, actuel secrétaire de la minorité (14 comités locaux sur 18 exigent sa démission) qui fut reçu avec la délégation par M. le président du Conseil et qui obtint de ce dernier la promesse formelle, que dès la mise en vacances des chambres d'allocation de chômage serait majorée d'au moins 20 0/0 par un décret-loi et que des ordres sévères allaient être donnés aux commissaires de police pour suspendre toutes les poursuites de saisies ou d'expulsion.

L'humanité, le Populaire et l'Union des chômeurs de crier aussitôt bravo, et d'applaudir à tout rompre cette victoire du prolétariat, sur l'ingérance des pouvoirs publics et du gouvernement mais de se bien garder de dire devant quelles menaces, les pleutres de l'Union des Chômeurs d'abord et le président du Conseil ensuite, ont dû céder.

Menace de la part des chômeurs en cas de refus de passer à l'action directe (prendre les halls de pointages et manifestation au Sénat) comme firent les chômeurs du 13<sup>e</sup> le 3 juillet dernier sous la conduite de notre camarade Prêtre lors de la prise de la mairie de cet arrondissement et cela malgré les efforts pour freiner l'élan de la masse ouvrière et les appels à la désignation lancés par nos néo-nationaux.

La victoire d'hier, camarades chômeurs, vous ne la devez, ni aux communistes, ni aux socialistes, elle est uniquement le fruit d'un mot d'ordre anarchiste « action directe ». Mais, vous ne pouvez pas vous en vanter, car hier encore dressaient leurs efforts sans faire avorter notre action de prendre à leur compte notre victoire dans le service de leurs intérêts.

« Action directe », ce mot d'ordre lancé au sein du comité local par Prêtre, a dépassé les limites de cet arrondissement. Il fut entendu et compris par 50.000 chômeurs, appartenant à 14 comités locaux différents — qui le firent leur — de la victoire victorieux.

Camarades, à vous de comprendre devant le fait accompli que nous les anarchistes, nous ne sommes pas seulement des idéalistes mais aussi des matérialistes. Notre cause est la vôtre. Avec nous en avant pour l'idéal libertaire.

GRANDTIFF.

Camarades anarchistes ou sympathisants, nous portons à votre connaissance qu'un groupe anarchiste-libertaire est en formation dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, groupe appelé à jouer un rôle important dans la masse essentiellement prolétarienne du 13<sup>e</sup> si nous en jugeons à l'accueil chaleureux fait par la population à notre journal pour un seul vendeur ; première semaine 106 numéros ; 2<sup>e</sup> semaine 233 numéros, si chaque camarade disponible et pouvant vendre, fait son devoir de libertaire, nous pouvons espérer 500 numéros chaque semaine.

Les camarades désireux de diffuser le *Libertaire*, le trouveront à leur disposition le jeudi soir à 20 heures chez Bar Maurice, rue Coppel. Venez nombreux, il nous faut toucher toute la population du 13<sup>e</sup>.

Pour les adhésions et renseignements, s'adresser chaque soir de 6 heures à 8 heures au Bar Maurice, rue Coppel, Paris (13<sup>e</sup>). Le Secrétaire : PIERRE.

### DANS LE XX<sup>e</sup>

#### PROVOCATIONS INTOLERABLES

Nous nous permettons de poser une question aux camarades communistes : la vente de journaux ayant gardé une doctrine révolutionnaire est-elle considérée comme une propagande subversive sous le signe bien heureux du front populaire ? Après avoir pris à la réaction, la *Marseillaise* et le drapeau tricolore, allez-vous leur ravir leur mœurs fascistes, dont étaient victimes les vendeurs de l'*Huma* et de l'*Avant-Garde* au temps de la lutte de classes !

Le 20 heures, le 31 juillet quelques individus arborant l'insigne du P.C. commencèrent à m'insulter de leurs quolibets railleurs. Ne restant pas sourd à leurs insinuations, je répliquai en termes plus précis tout en évitant de tomber dans leur langage de basile. Fort de leur nombre, leurs arguments allaient de venir franchement, si ce n'est par de tels procédés des camarades trotskystes ne s'étaient rangés à mes côtés, ce que voyant mes braves nacos disparurent instantanément.

Nous ne tolérerons pas que des faits pareils se reproduisent, et si nos copains vendeurs sont l'objet de nouvelles provocations, nous répondrons de la façon qui leur faudra.

Je tiens à remercier ici les camarades trotskystes et les jeunes socialistes qui n'ont pas abandonné leur ligne révolutionnaire et se sont déclarés solidaires avec nous devant de tels faits. — SÈREZ.

P. S. — Tous les camarades disponibles sont invités à se tenir tous les vendredis soir à partir de 17 heures aux côtés des vendeurs, à la porte des Lilas.

### COLOMBES

#### MUNICIPALITE OUVRIERE

Au temps pas très lointain, où la Mairie de Colombes était aux mains du réactionnaire Charvay et de sa bande, les chômeurs touchaient 9 fr. par jour, aujourd'hui la municipalité à majorité communiste donne toujours 9 fr. et pas davantage de travail.

Toutefois quelques bonnes petites sinécures ont été distribuées ça et là à de bons copains, qui appartiennent tous au P. C.

Ayant eu personnellement la mauvaise grâce de ne pas être d'accord avec Brunet, maire de Colombes, j'ai vu mon indemnité journalière de chômage ramenée à 5 fr. par jour sous le prétexte, à mon avis fallacieux, que ma femme gagne 650 fr. par mois.

Mais alors pourquoi, le camarade Valet, conseiller municipal communiste, vivant seul avec sa mère qui exerce l'honorable profession de concierge, touche-t-il 19 fr. 50 par jour ?

Pour moi, poser la question, c'est la résoudre, à savoir que lorsque l'on est membre du P.C. on peut tout se permettre, jusqu'à se laisser aller à traiter les chômeurs de salauds, comme le fait si élégamment Neveu, conseiller général de Colombes, uniquement parce que les sans-travail de la localité, lui ont déclaré en avoir assez, et être décidé à passer à l'action pour obtenir quelques améliorations à leur condition de vie.

Je m'étais fait une autre idée de vos élus — dits — ouvriers. M. MALLERON.

## Communications Diverses

Camarade vendrait la « Grande Encyclopédie » de mécanique et d'électricité » en 4 volumes par Henri Desargues, édition Quillet, au prix de 300 fr. au lieu de 800. Ecrire Leconte Jean, à Miramont (Haute-Garonne).

Puteaux, Neuilly, Nanterre. — Venez nombreux avec nos vendeurs du *Libertaire* tous les samedis soir à partir de 5 heures, métro Porte Maillot, cette semaine notre vente aura lieu vendredi, le samedi étant jour férié.

Soyons vigilants camarades, notre coin est largement représenté par les fascistes. Le groupe se réunira le vendredi 21 août, salle municipale, 22, rue Rocque-de-Filhol, Puteaux.

## La Vie de l'U.A.

Groupe du 14<sup>e</sup> Arr. — Réunion ce soir vendredi le 14 août chez Pignier à la Porte de Vanves, 5, bd Brune. Nouvelles de notre délégué en Espagne.

Prère aux camarades d'Antony, Malakoff et de la Banlieue-Sud de venir également pour l'organisation de réunions pour soutenir les camarades Espagnols. Présence indispensable de tous les copains, les sympathisants sont invités.

Groupe du XV<sup>e</sup> Arr. — Réunion du groupe tous les vendredis à 20 h. 30, 88, rue Mademoiselle, salle des Coopérateurs.

Les sympathisants sont cordialement invités. Groupe du 16<sup>e</sup>. — Les camarades isolés ou sympathisants sont priés d'écrire ou de se faire connaître, à cette adresse : Max Délang, 1, impasse des Carrières, Paris (16<sup>e</sup>) qui les convoquera en vue de créer un groupe libertaire.

Groupe du XVIII<sup>e</sup>. — Réunion tous les jeudis, à 21 heures, 63, rue Doudeauville. Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du XIX<sup>e</sup>. — Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, au local du « Libertaire ».

Banlieue Est. — Groupe de Montrouge. — Permanence les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montrouge.

Groupe de Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis de chaque mois, au café du Siècle, maison Fige, face à la mairie. On trouve le « Libertaire » à notre siège, tous les vendredis matin, ainsi qu'à la criée, le samedi matin.

Groupe de Bagnolet. — Le groupe se réunit tous les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> vendredis de chaque mois, 27, rue Hoche. Les camarades anarchistes et sympathisants sont cordialement invités.

Groupe Inter-Communal de la Banlieue-Sud. — Réunion de tous les copains le lundi 17 août à 20 h. 30, chez Masoin, 51, rue Frileuse à Gentilly.

Drancy. — La réunion du groupe aura lieu jeudi 20 août au local habituel. Tous les copains anarchistes et sympathisants sont priés d'y assister.

Groupe d'Antony. — Réunion du groupe samedi 15 août à 21 h. pour la préparation du meeting, il est indispensable que tous soient présents.

Le Libertaire est en vente tous les dimanches de 10 h. à 12 h., Place du marché.

Groupe communautaire de Draveil-Vigneux. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, café du Commerce, place de l'Eglise, à Draveil.

Groupe Communiste Libertaire d'Aubervilliers. — Une causerie aura lieu mercredi 19 à 21 heures.

Notre action devant les événements d'Espagne. — Nous faisons appel à tous les anarchistes communistes et sympathisants de la région de Pantin, La Courneuve, Le Bourget. Nous comptons sur la présence de tous les camarades.

Clichy, Levallois, Gennevilliers. — Pas de réunion samedi en raison des fêtes du 15 août. Vente du journal aujourd'hui vendredi de 17 h. 30 à 19 h., Porte Clichy.

Groupe de Champigny. — Les camarades désireux de former un groupe à Champigny sont invités de se faire connaître au Libertaire.

Ivry-sur-Seine. — Le Libertaire est vendu à la Librairie, 5, rue de Seine à Ivry.

Groupe communiste-libertaire de Versailles. — Réunion tous les jeudis, heure et lieu habituels. Présence indispensable.

Sannois. — Un groupe anarchiste vient de se former et fait appel à tous les copains des environs.

Pour tous renseignements, s'adresser chez le camarade Nicaisse, 104, rue d'Erment, à Saint-Gratien.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont prévenus qu'ils trouveront le « Libertaire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Groupe de Montrouge, Malakoff, Vanves et Châtillon. — Réunion tous les